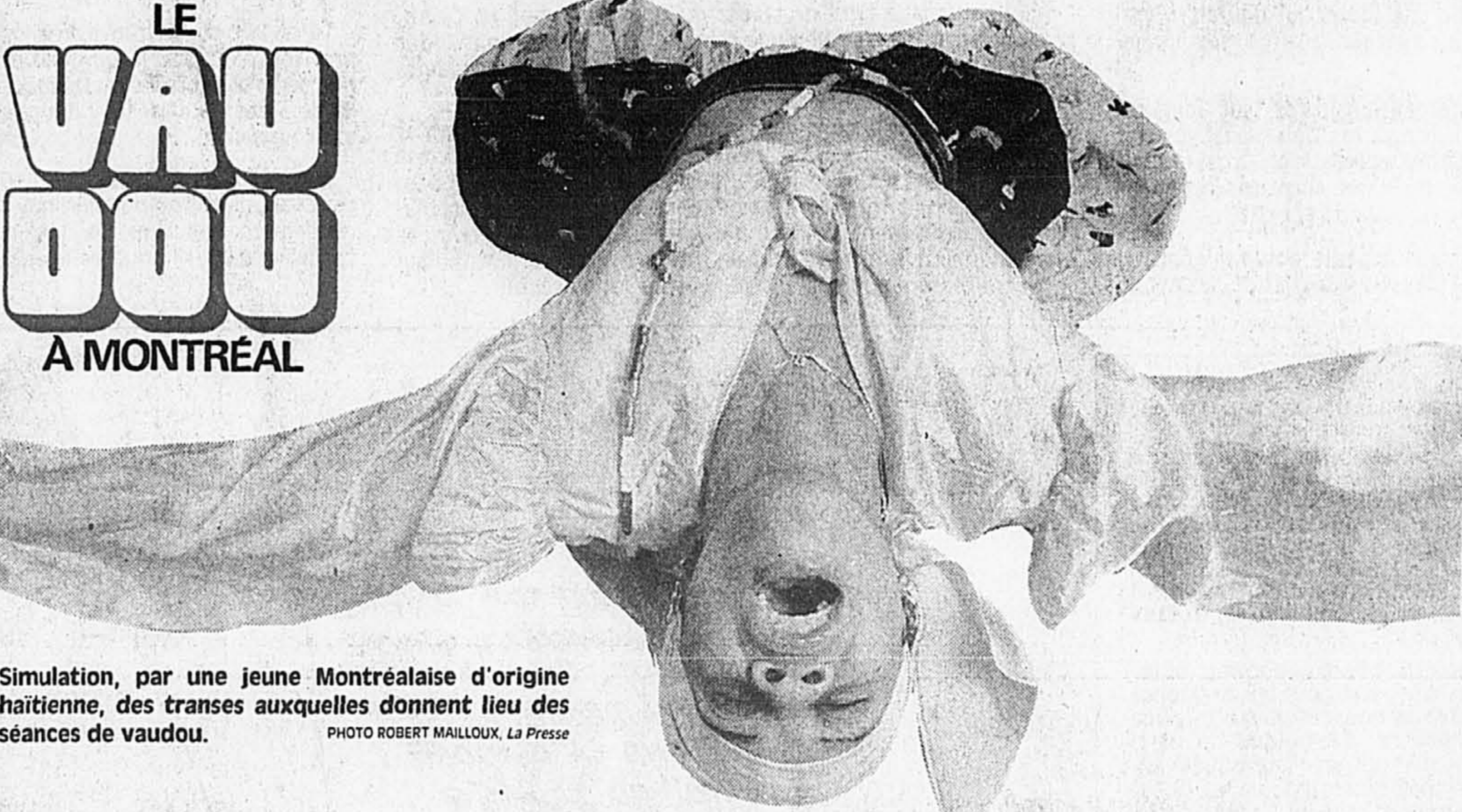


Le vaudou : une religion composite où le catholicisme se retrouve souvent avec la portion congrue

ALAIN BRUNET
 collaboration spéciale

LE
**VAU
 DOU**
 A MONTRÉAL



Simulation, par une jeune Montréalaise d'origine haïtienne, des trances auxquelles donnent lieu des séances de vaudou.

PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

«Le culte vaudou est né en Amérique de la conjonction de deux civilisations. La déportation des esclaves ayant amené les dieux et cultes africains aux Antilles et jusqu'en Amérique du Sud, c'est dans ces régions que débuta une lutte séculaire pour établir la forme et le fond d'une religion qui évolua rapidement...», écrit Gert Chesi, spécialiste des formes purement africaines du vaudou.

Dans son livre intitulé «Le Vaudou», Chesi explique que cette religion existe depuis belle lurette et est évidemment originaire d'Afrique noire, notamment du Bénin — portion de l'ancien Dahomey. Le vaudou initial se serait donc modifié sous la pression du christianisme imposé par les esclavagistes.

Le vaudou a donc intégré certaines composantes du christianisme au culte africain sans en modifier les bases. C'est ce qu'on appelle le *syncretisme*.

«Dieu le Père, Jésus-Christ, la Vierge et les saints sont relégués à l'arrière-plan. Les esprits grands et petits envahissent les cérémonies, captent toute l'attention des fidèles», précisait Alfred Métraux dans son livre intitulé «Le Vaudou haïtien», un classique de l'ethnologie écrit voici 30 ans.

À un autre niveau céleste, les esprits vaudous, les *loas*, agissent à tous les degrés entre le Bien et le Mal. Comme les humains. Ces esprits peuvent protéger ou nuire; ils peuvent être doux ou violents; ils peuvent être les deux à la fois.

On nomme *Grand Maître* le grand patron des vaudouisants, un être suprême qui s'apparente au Dieu des Occidentaux. «La notion de Dieu se confond dans le vaudou avec celle d'une force supérieure à celle des *loas*, mais impersonnelle et vague», dit Métraux.

Or la plupart des Haïtiens *vaudouisants* sont catholiques ou appartiennent à d'autres tendances du christianisme. Leur pratique implique donc une double croyance, qui penche davantage vers les sources africaines lorsqu'on a affaire à des adeptes réguliers du vaudou. Dans le cas contraire, chez les chrétiens pratiquants et convaincus, le vaudou haïtien peut être un «complément» qui maintient la flamme de la spiritualité africaine. Il se peut également que les deux formes religieuses se vivent à part entière chez les fidèles...

Une initiée du vaudou, Deciana Jean, déclare: «Je suis catholique, mais le vaudou est ma priorité et je me sens l'obligation d'y adhérer». La dame ne va pas assidûment à la messe, mais elle pratique le vaudou avec beaucoup plus de ferveur que la moyenne des croyants de n'importe quelle religion n'observe la leur. Bien des Haïtiens, cependant, font le contraire: ils vont d'abord à la messe tout en croyant au vaudou.

Un système spirituel complexe

Le vaudou haïtien implique un système spirituel extrêmement complexe et des rituels d'une étonnante diversité.

La liturgie du vaudou haïtien repose sur une foule de rites qui doublent les cérémonies catholiques; la Toussaint devient ainsi le *Guédé* et il en va de même pour la Saint-Jean-Baptiste, l'Épiphanie et bien d'autres...

En plus des grandes fêtes religieuses et des manifestations folkloriques, on compte des cérémonies familiales où les initiés se regroupent et s'adressent aux esprits qui les protègent. L'on ne saurait compter les cérémonies privées où des individus requièrent l'intervention de leur *loa* protecteur... On ne recense pas non plus la prise de possession des individus en dehors des cérémonies: chez l'initié, la transe peut survenir n'importe quand...

Le *syncretisme* vaudou a pris des formes précises en Haïti et il en a revêtu d'autres partout ailleurs où l'esclavage s'est développé dans les Amériques. Par exemple, on retrouve le *candomble* (voir le film documentaire de l'Américain David Byrne, intitulé *The House Of Life*) ou le *makumba* au Brésil, la *santería* à Cuba, un autre type de *voodoo* en Louisiane, etc.

«Il y a un univers culturel *vaudouisant* en dehors d'Haïti, soutient Serge Larose, anthropologue et spécialiste de la question vaudou. On trouve une Amérique *vaudouisante* partout où des Noirs ont connu l'esclavage: le

Sud des États-Unis, toutes les Antilles, les côtes d'Amérique latine, etc. Ce furent là des points de départ, car avec l'émigration et autres déplacements des adeptes, le culte s'est propagé ailleurs sur le continent. À partir des années 20 et 30, un vaudou est arrivé dans les villes industrielles du Nord. Lorsque des Haïtiens sont arrivés à New York dans les années 60, un vaudou provenant de Louisiane était déjà sur place. Mais c'était un vaudou réduit à son expression de «vaudou-magie» et non un vaudou religieux soutenant un ordre social, une vie familiale. C'était un vaudou à la mesure des besoins d'une population urbanisée», explique Larose. Les «*loas*» et la transe

La transe est un phénomène central dans le vaudou. Poussés

par les rythmes des tambours, les danses et les chants, les initiés se sentent possédés par les esprits et adoptent le comportement de ces derniers; une deuxième âme viendrait donc se loger dans le corps de l'individu qui entre en transe. La crise de possession est identifiable dans toutes les sociétés de type traditionnel, tout comme dans certaines sectes religieuses d'Occident. Un phénomène qui remonte à la nuit des temps.

Les esprits vaudous se divisent en trois grandes familles: *rada*, *petro*, *kongo*. Les *loas radas* sont plutôt doux, les *petros* sont enclins à la violence, et les *kongos* un mélange des deux autres... L'ethnologue Métraux explique que le mot *petro* évoque la force, la dureté et même la férocité.

Au sommet de la hiérarchie des *loas*, on trouve *Papa Legba*. C'est celui «qui ouvre la barrière» et jouit de préférence sur les autres *loas* dans les cérémonies. Détenteur de la clef du monde spirituel, il est ainsi jumelé à saint Pierre tout comme nombre de *loas* le sont à d'autres saints chrétiens. Autre résultante du *syncretisme* religieux. Dans le même ordre, *Erzulie-Fréda* serait personnifiée par la Vierge, *Ogou* serait associé à saint Jacques le Majeur, *Baron Samedi* à saint Gérard, et ainsi de suite.

Un peu d'animisme dans la sauce? *Sogbo* est le dieu de la foudre, *Loco* celui de la végétation, *Zaka* (Cousin pour les intimes) celui de l'agriculture, *Badè* est le *loa* des vents et *Agaou* le génie de la tempête.

Ainsi se multiplient les *loas* dans la mythologie créole. Aux dizaines de *loas* que connaissent tous les *vaudouisants*, il faut ajouter les *loas* des familles, ces *loas-racines* pas nécessairement issus du «panthéon» des divinités connues et qui protègent les familles de génération en génération.

Chaque *loa* se voit honorer par la consécration d'un ou deux jours de la semaine, comme par exemple le mardi et le jeudi pour *Erzulie-Fréda*. Une couleur aussi est propre à chaque rite. Le rituel *rada* peut être célébré en blanc; mais on peut passer à d'autres couleurs comme le jaune, selon les tribus d'origine des esprits — les tribus ancestrales des esclaves étaient évoquées lorsque le vaudou s'est constitué en Haïti. Complexe, je vous dis!

Mir: initiée, voyante et mambo

Mir a été «appelée» par les *loas*. Cela a pris du temps, mais les esprits ont fini par lui faire admettre que sa voie était tracée vers le vaudou. Évidemment, c'est ce qu'elle affirme avec conviction.

«Il y a cinq ans, je vivais à Montréal, et souvent mes amis me disaient: "Mir, tu nous dis des choses et souvent on voit que ça arrive". Je prédisais l'avenir pour de vrai. Je ne savais pas ce que cela signifiait. Mais je priais beaucoup, j'étais très catholique. À un moment donné, j'ai laissé mon emploi de secrétaire, j'ai pris

l'avion pour Port-au-Prince sans vraiment savoir pourquoi. Et lorsque je suis débarquée, j'ai passé trois jours sans savoir que j'étais en Haïti. J'étais possédée par un esprit», raconte l'initiée.

Mir est alors allée à son «habitation», là où l'esprit vit sur la terre de ses ancêtres; en Haïti, le *loa-racine* se trouverait dans un arbre et se manifesterait fortement dans les environs de la maison familiale.

«L'esprit a parlé à ma mère, il a tout arrangé pour que je rentre chez moi. Pourtant, je ne voulais pas rentrer. Lorsque je suis reve-

nue à moi, ma mère m'a dit: "Ma chère tu es rentrée parce que l'esprit l'a bien voulu; tu es l'élue de la famille." J'ai alors été baptisée, lavée pour que l'esprit sache que c'était moi qui devais dorénavant faire le travail pour lui», raconte la dame.

Mir a 36 ans, elle a deux enfants. Immigrante canadienne depuis plusieurs années, elle fait la navette entre Haïti, Montréal et les autres villes de la diaspora. Elle dit avoir été initiée pour être *mambo*, prêtresse du vaudou. Contrairement à nombre de religions, la *mambo* occupe le même rang hiérarchique que le *houngan*. Mir se dit aussi voyante, cartomancienne et fait aussi du désenvoûtement — lorsqu'un esprit malsain *chevauche* quelqu'un, Mir peut mettre en oeuvre tout un cérémonial afin d'exorciser le possédé.

Mir semble aussi connaître les plantes médicinales; la *mambo* (ou le *houngan*) se doit de maîtriser cette forme de... médecine douce! Comme dans toute société traditionnelle, le sorcier vaudou ne dissocie pas l'état du corps à celui de l'âme. La notion de guérison est ainsi soudée à la croyance mystique.

Comment devient-on mambo?

«L'initiation est une sorte de pénitence, raconte Mir. L'esprit te fatigue, il te demande où tu travailles, il veut que tu travailles pour lui. Lorsque tu auras fait cette pénitence, il ne te fatiguera plus. Quand tu as besoin de lui, tu l'appelles. Il ne peut plus te *chevaucher* à n'importe quelle heure comme ça», de raconter l'initiée.

Une initiée, d'après elle, ne tombe pas en transe n'importe quand. «Il y a maintenant des manifestations que je peux canaliser», confirme-t-elle.

Mir n'explique pas de long en large le récit de son initiation, puisqu'il y a toute une dimension secrète à la formation des initiées-mambos. Elle ne me dira pas non plus qui est son *loa-maitre*, son esprit principal, car ce serait public et l'on pourrait lui faire du tort.

Elle raconte tout de même quelques bribes de sa consécration en tant que mambo: «Pour

ton initiation, on t'isole, on prépare toutes sortes d'aliments... Tu rentres chez toi, tu te dépouilles de tout. Puis alors, on fait les cérémonies, on fait des sacrifices avec des bêtes; des poules, des chèvres, etc. Cela peut durer cinq, sept ou 21 jours. Plus ta pénitence est longue, plus tu apprends des choses. Une fois initiée, j'ai passé 40 jours en communication avec les esprits. Pendant cette période, il y a des plats que tu ne peux pas manger, tu ne dois pas aller au bal, tu vas prier à l'église, etc. Tu t'habilles selon la couleur de l'esprit que tu sers», explique-t-elle.

Mais qu'est-ce qu'une initiée peut ressentir lorsqu'elle dit communication avec les esprits? Comment établit-elle cette soi-disant communication céleste? «Je peux être en songe et on me dit de me réveiller au beau milieu de la nuit, allègue l'initiée. Il y a une force douce, une autre qui est plus chaude. Le plus souvent, la force douce entre en toi et, ça dépend de ta conduite, l'autre vient te trouver. Les messages des esprits ne durent jamais plus de trois minutes. Tu enregistres un message, c'est une idée qui se forme. Dans le corps, tu ressens une chaleur, tu te sens dans un état de bien-être, tu dois être calme. Si tu es mambo, tu te lèves et tu allumes un cierge pour saluer les esprits célestes, terrestres ou ceux de l'eau».

Les esprits du placard

Au terme de la conversation, l'initiée me fera visiter son... placard! Dans le haut et à la base de celui-ci, des images sont collées; ce sont les divinités vaudoues, symbolisées par les saints chrétiens, les *loas* que nous avons déjà mentionnés. D'autres objets rituels sont également disposés; un bol avec des herbes et des huiles, des poudres et de nombreux bidules qui ont tous une signification que je ne connais point. Tout un autel vaudou, un autel privé.

Chez Mir, les esprits vaudous se terrent paisiblement derrière les manteaux et les culottes...

Entre quelques séances de cartomancie et autres «services» vaudouesques, Mir peut parfois s'envoler pour une autre destination, car elle a des cérémonies à mener. Une pro.

Le «nerf de l'identité haïtienne»

D'après la plupart des connaisseurs interviewés, dont Harold Faustin, musicien haïtien qui s'intéresse à la question, le vaudou est «le nerf de l'identité haïtienne». Faustin n'est pas *vaudouisant* mais voue un grand respect à cette religion. «Il y a dans le vaudou une force créatrice qui, malgré ses contradictions, a su préserver les valeurs ancestrales africaines et intégrer certaines valeurs occidentales», affirme-t-il.

Il estime également que le vaudou est une forme de rempart qui tint un rôle essentiel dans la résistance des esclaves haïtiens contre la domination blanche. «La cérémonie du Bois Caïman, événement *vaudouesque* historique qui donna foi, force et détermination aux esclaves dans leur révolte et l'accession à l'indépendance d'Haïti en 1804, est l'un des premières expressions anti-coloniales du vaudou. Au niveau culturel et de l'imaginaire, les Haïtiens puisent leur créativité dans le vaudou», continue Faustin.

L'anthropologue Serge Larose ajoute qu'avant l'occupation américaine d'Haïti en 1915, le vaudou n'en fut pas moins considéré publiquement comme une expression de sauvagerie, de barbarie. Cette invasion des États-Unis provoqua un regain de conscience nationaliste en Haïti, et de là un mouvement appelé *indigénisme*. C'est alors que naquit l'intérêt pour les origines africaines de la culture haïtienne, notamment avec les écrits de l'ethnologue Jean-Price Mars. Le défunt dictateur François Duvalier, lui-même ethnologue et *indigéniste*, en a exploité des interprétations racistes et il s'en est aussi servi comme instrument de domination, ce qui ne suggère nullement une collaboration servile des *vaudouisants* avec l'ancien régime haïtien: on les retrouve également dans l'opposition.

Loins des poupées et des aiguilles

À en croire les spécialistes ou les *vaudouisants* eux-mêmes, la réalité vaudou n'a rien à voir avec les dégradants concepts de magie noire, de poupées hérissées d'aiguilles, de loup-garous mangeurs d'enfants, de malélices et de *zombies*, ces morts-vivants qui hantent les campagnes haïtiennes.

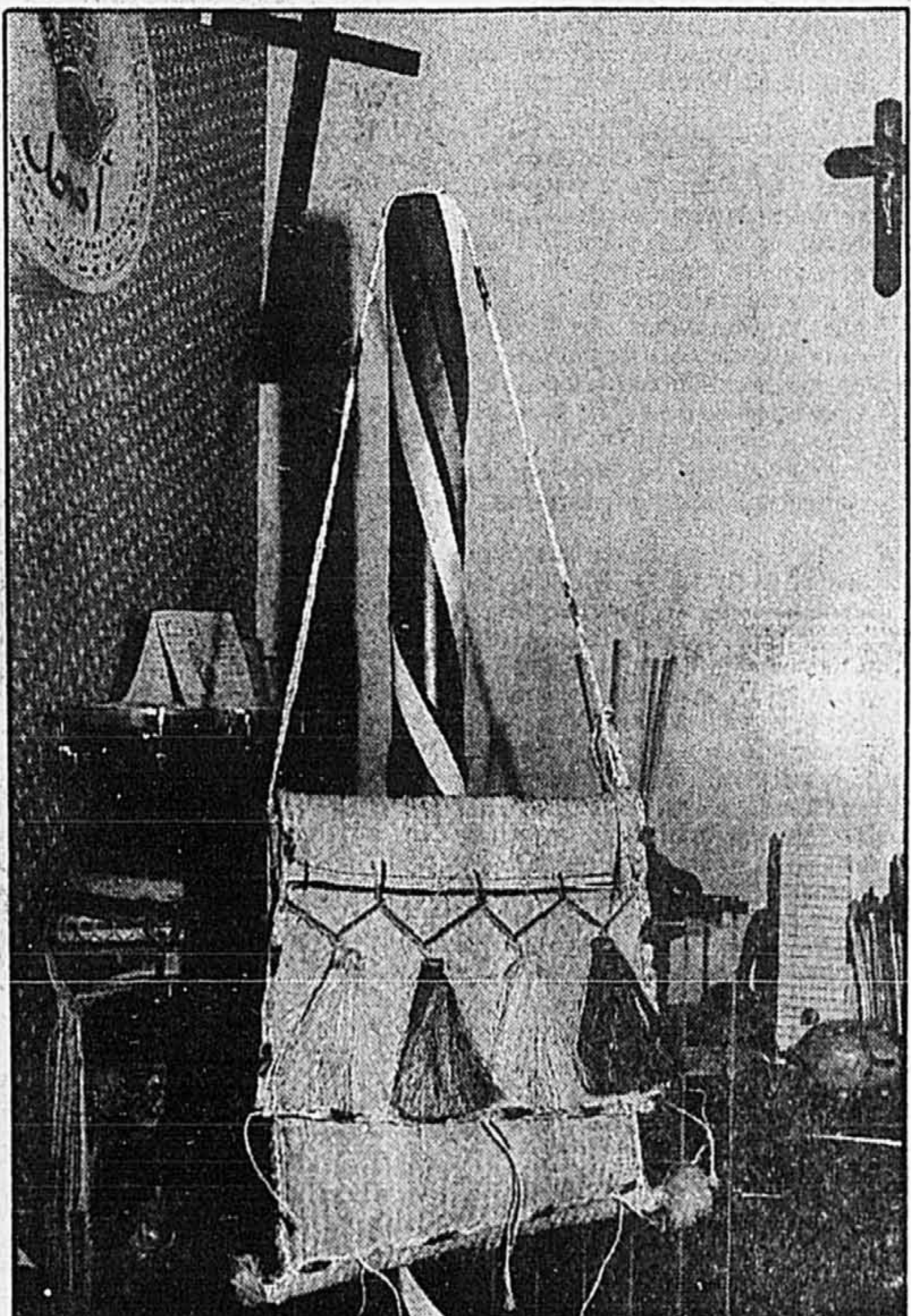
Ces phénomènes sont parfois véridiques (les *zombies* existent vraiment, estropiés par un poison qui ralentit le métabolisme), parfois totalement issus du domaine de la fantaisie. Mais une chose est certaine, ils ne représentent qu'une parcelle du rite vaudou.

Alors, pourquoi les préjugés persistent-ils à l'endroit du vaudou? Parce que rien n'en est ouvertement légitime. Même la société haïtienne, qui tolère et pratique le vaudou dans une forte proportion, ne le reconnaît pas officiellement comme une religion.

Sur la grande île, le vaudou reste un culte parallèle au christianisme. Imaginez sur notre île à nous!



Saint Jacques le Majeur, devenu Ogou dans l'interprétation vaudou.



Le sac de la divinité de l'agriculture

Après une période, Mulroney change ses trios

Brian Mulroney se comporte comme le directeur général d'une équipe de hockey qui ne va nulle part en début de saison et qui décide de fouetter son club en effectuant plusieurs changements de positions parmi ses joueurs. Le grand patron Mulroney tente de secouer la torpeur de ses troupes ministérielles avant que toute remontée dans l'opinion publique ne devienne impossible et que son équipe demeure dans la «cave» du classement.



L'équipe Mulroney a commencé sa saison depuis à peine un an: le nouveau cabinet a été formé le 30 janvier 1989. Dès la fin de la première période d'une joute qui devrait durer quatre ans, l'instructeur change ses lignes d'attaque.

À quelques exceptions près, ses joueurs-clés demeurent aux mêmes positions: les Don Mazankowski, Michael Wilson, Joe Clark, Lucien Bouchard, John Crosbie conservent leur portefeuille senior. Quelques surprises majeures toutefois pour «brasser la cage», en langage sportif:

Kim Campbell, qui provient du club-école comme ministre junior de l'Ouest, succède à Doug Lewis à la Justice. Il devrait

être plus aisé à une femme de faire accepter le projet de loi contesté sur l'avortement.

Benoit Bouchard abandonne les Transports à Doug Lewis et est nommé à l'Industrie, aux Sciences et à la Technologie à la place de l'Ontarien Harvie Andre. M. Bouchard a fait le job de bras qu'il avait à faire en démantelant Via Rail. Il devrait être encore plus utile à l'équipe du Québec car il sera responsable de l'implantation véritable de l'Agence spatiale à Saint-Hubert et devrait aider la province à obtenir sa plus large part de fonds fédéraux de recherches et de développement. Moins visible, cette bataille aux dépens de l'Ontario, toujours en première position au chapitre des subventions, sera féroce.

Harvie Andre, à titre de leader du gouvernement en Chambre, donc capitaine de l'équipe ministérielle, a tout un mandat sur les bras: faire adopter la fameuse TPS (taxe sur les produits et services), qui sème la zizanie au sein même du club.

Bernard Valcourt, de joueur junior qu'il était dans le premier cabinet avant sa démission, revient dans le grand club et est immédiatement promu à la première ligne d'attaque en obtenant l'important ministère des Pêches et Océans. Les problèmes que connaissent la Colombie-Britannique et les provinces maritimes sont énormes. Tout un mandat pour ce ministre qui sera étroitement surveillé par le vétéran John Crosbie.

Au Québec, les ministres juniors Pierre Blais et Pierre Cadieux, les «plombiers» de l'équipe ministérielle, ne font que changer de trios. Marcel Danis, député de Verchères, devient ministre en remplacement de Jean Charest qui a été retourné aux mineures, la simple députation. Marcel Danis jouait sur le «banc» depuis l'accession au pouvoir des conservateurs car il était un partisan identifié de Joe Clark. C'est l'heure de l'unification du club et les conservateurs se donnent un atout électoral additionnel au Québec. Ils en ont bien besoin.

Ajouter le titre de ministre d'État aux Transports au ministre montréalais Jean Corbeil, déjà ministre du Travail, n'est que de fournir un traducteur au ministre en titre Doug Lewis.

Là où le club devrait s'améliorer et où le Québec devrait en profiter, c'est par la nomination de Lucien Bouchard comme ministre responsable du Québec. Marcel Masse n'est plus — s'il l'a déjà été — dans les bonnes grâces du gérant. La glace est mince pour lui.

Malgré ce remaniement des trios, les gérants d'estrade doutent fort que l'équipe Mulroney fera beaucoup de gains dans le classement populaire. Ce n'est pas l'année du bleu: ni pour les conservateurs, ni pour les Nordiques.

Claude MASSON

Les nouveaux créditistes

Les Anglo-Québécois ont au moins une bonne raison de sombrer dans la déprime: la piètre crédibilité de leurs porte-parole officiels.

En être réduit au Parti Égalité ou au *Suburban* comme représentants doit être profondément frustrant pour les anglophones de bonne volonté. Surtout depuis que s'étale sur la place publique l'incohérence idéologique du parti marginal sur lequel ils ont jeté leur dévolu. Un groupe qui n'est pas sans rappeler les belles années du Crédit social où Réal Caouette, Camil Samson et Fabien Roy passaient le plus clair de leur temps à se dénoncer puis à se réconcilier.



Juste au cours de la semaine qui s'achève, le conseiller politique du P.E., Jacques Renaud, est parti en claquant la porte alors qu'un des quatre mousquetaires élus pour combattre l'actuel projet d'entente constitutionnelle, le député Richard Holden, se joignait sans sourciller aux *Amis du lac Meech* pour tenter de convaincre le Canada anglais de le ratifier!

Quant au leader, Robert Libman, depuis sa retentissante conférence de presse sur le sort des anglophones du Québec, on sent le besoin, à chaque fois qu'il ouvre la bouche, de se demander s'il pense tout ce qu'il dit et s'il dit tout ce qu'il pense.

Tout ça n'a cependant pas empêché, mercredi, l'éditeur du *Suburban* d'affirmer que le porte-étendard légitime de la communauté anglophone, «ce n'est pas *The Gazette*, ni le Parti libéral, ni Alliance Québec, ni le Congrès juif canadien mais Robert Libman et ses collègues».

Plusieurs doivent regretter amèrement le bon vieux temps des Victor Goldbloom, Kevin Drummond ou Reed Scowen!

Mais qui doivent-ils blâmer s'ils paient aujourd'hui le prix de leur marginalisation volontaire? Leur réaction excessive devant la loi 178 les a privés de représentants crédibles comme Herbert Marx, Richard French, Clifford Lincoln et William Cosgrove au sein du Parti libéral. Avec comme résultat qu'aujourd'hui tout le Québec, francophones et anglophones confondus, voit tristement le Canada anglais prendre au sérieux les élucubrations de ces nouveaux créditistes.

Il y a vraiment de quoi être déprimé. Si les francophones n'avaient eu que Gilberte Côté Mercier, Reggie Chartrand ou André Arthur pour les représenter, ils auraient eu, eux aussi, le moral à terre.

Pierre GRAVEL

Le mystère militaire

La croissance des dépenses militaires a été plafonnée à cinq pour cent, ce qui procure des économies de 210 \$ millions. Mais il n'en reste pas moins que le budget militaire passe de 11,2 \$ à 11,9 \$ milliards. Pourquoi ne pas l'avoir gelé? Pourquoi avoir fait la fine bouche, en pleine lutte au déficit, sur une somme de 700 \$ millions? C'est un mystère.



Cette décision, qui défie le bon sens, est politiquement maladroite. En épargnant la Défense, le gouvernement Mulroney offre un argument à ses adversaires. On le voit déjà. Invariablement, tous ceux qui s'estiment lésés par le budget Wilson demandent: «Pourquoi nous et pas la Défense?»

Ottawa explique sa mansuétude par le fait que le ministère de la Défense a déjà subi un quasi-gel l'an dernier. On ajoute que la situation internationale ne s'est pas encore assez stabilisée pour justifier un virage de la politique militaire du Canada et récolter tout de suite les dividendes de la paix.

L'explication n'est pas convaincante, pour la bonne raison que le gouvernement conservateur n'a plus de politique de défense. Le Livre blanc de 1987, qui en proposait une, a été mis sur les tablettes et ses principales recommandations, le renforcement de la marine de guerre, ont été dans les faits rejetées dans le budget d'avril 1989. Depuis ce temps, comme la situation mondiale a changé, et que les contraintes financières sont connues, Ottawa aurait pu mobiliser quelques cerveaux pour inspirer le ministre Wilson. C'est d'autant plus facile que les choix canadiens ne bouleverseront pas l'équilibre mondial.

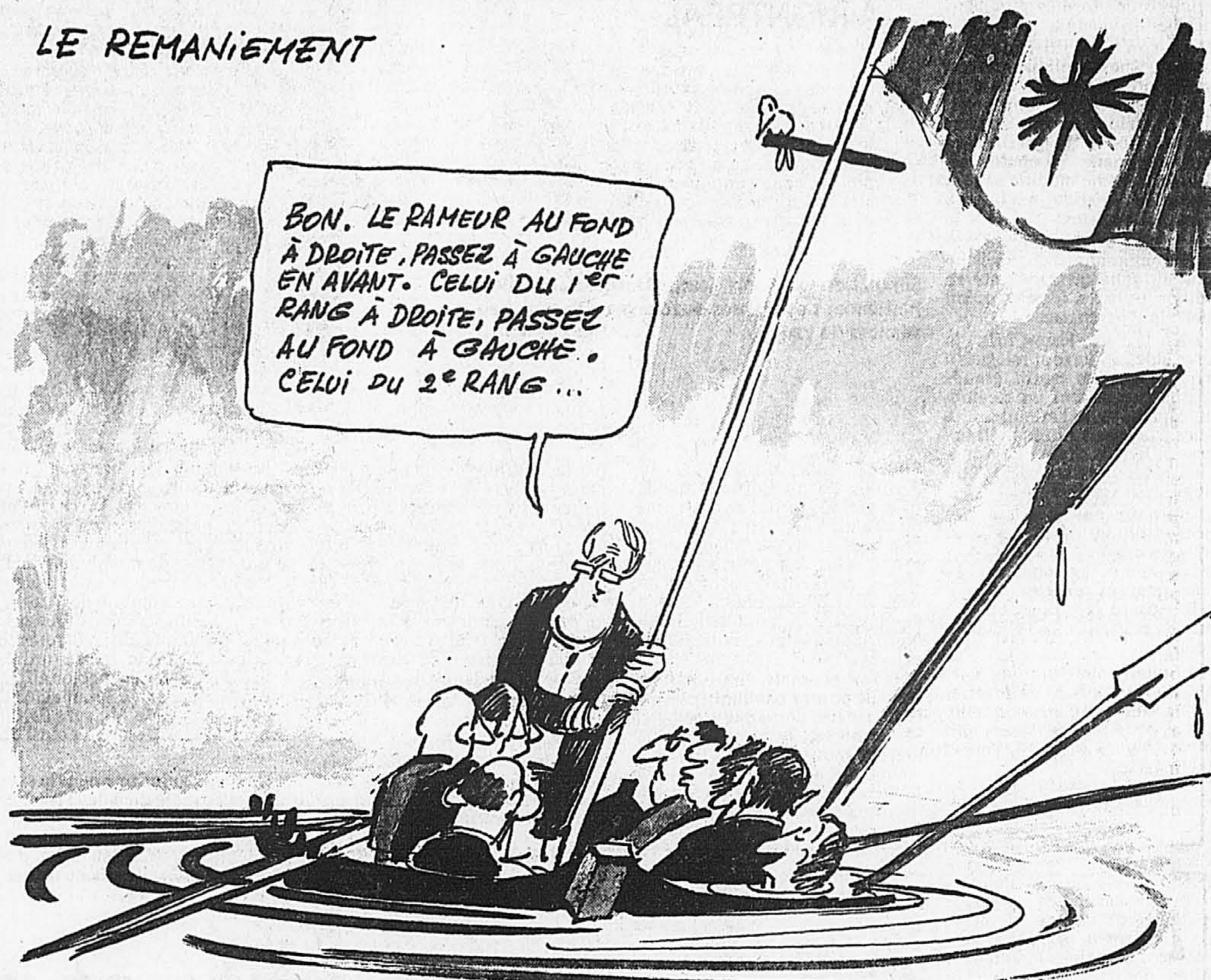
Cela étant dit, il ne faut pas être naïfs. Les Canadiens qui souhaitent une réduction des dépenses militaires le font au nom d'un concept, la paix. Mais quand un gouvernement coupe dans la Défense, il ne s'attaque pas à un concept, mais bien à des hommes et à des femmes: 85 000 militaires et 30 000 civils, des dizaines de milliers d'emplois dans les industries qui l'approvisionnement, militaires ou autres.

La marche vers la paix passe ainsi par des mises à pied massives et comporte un coût social. Le processus doit donc être progressif et ordonné. Mais plus il commence tôt, moins il risque d'être brutal.

Pour cette raison, le gel des dépenses militaires aurait été un compromis intelligent, en procurant des économies sans procurer des mises à pied massives et en évitant le désengagement militaire sans pour autant lancer le Canada dans une démarche précipitée.

Alain DUBUC

LE REMANIEMENT



D'un échec de l'accord Meech résulterait une situation inusitée et dangereuse

MARCEL ADAM

La problématique constitutionnelle a créé un certain nombre de crises plus ou moins aiguës, depuis un quart de siècle, mais le Canada a toujours passé au travers.



Sans doute parce qu'elles agitaient la surface des eaux sans perturber sérieusement le Québec profond. Mais la plupart des observateurs considèrent que le Canada pourrait bien ne pas se remettre de celle qui s'annonce dans l'éventualité d'un échec de l'accord du lac Meech.

Et cela en dépit du fait qu'encore aujourd'hui les Québécois s'opposent à la séparation du reste du Canada dans une proportion de deux contre un, comme l'indique un sondage réalisé au début du mois, sous les auspices du réseau CTV et du *Globe & Mail*.

Mais il se pourrait bien que ce soit différent cette fois-ci, à cause d'une conjoncture inusitée: la classe politique, les groupes nationalistes, le milieu des affaires et l'intelligentsia seraient prêts à remettre en question la poursuite de l'expérience canadienne si l'accord Meech tombe en quenouille.

En d'autres mots: si le peuple québécois était interrogé sur son avenir constitutionnel après ce naufrage, il ne se trouverait à peu près personne

d'influent pour préférer une nouvelle tentative de réforme de la constitution à un projet de rupture plus ou moins poussé du fédéralisme actuel. Si, par exemple, on rééditait le référendum de 1980 avec la même question, je ne vois pas qui d'important accepterait de former un comité du Non.

(Il est même difficile d'imaginer ce que les membres du gouvernement fédéral pourraient bien venir dire aux Québécois pour les empêcher de prendre le large, après ce que le premier ministre et ses collègues nationalistes du Québec ont dit pour justifier par anticipation le désenchantement des Québécois dans le cas où Meech échouerait.)

C'est ça qui est nouveau et dangereux pour la fédération.

Au Canada anglais les opposants à l'accord Meech ne croient pas les avertissements en ce sens qui lui viennent du Québec. Pour eux il s'agit encore d'un chantage, comme chaque fois que celui-ci s'est présenté à une conférence constitutionnelle en proclamant que ces négociations étaient celles de «la dernière chance», qu'il ne pourrait se satisfaire de moins que ce qu'il exigeait puisque sa survie en dépendait, etc. L'échec de Meech créera peut-être plus de remous mais il ne devrait pas provoquer de conséquences beaucoup plus graves, si les sondages n'induisent pas en erreur au sujet de l'attachement des Québécois au Canada.

Ils peuvent justement bercer d'une dangereuse illusion. Parce que ceux-ci montrent une image d'une réalité qui n'est

pas irrémédiablement figée, ils ne garantissent pas contre les revirements de situation qui sont monnaie courante en politique.

L'idée d'indépendance a beau n'être encore, pour la majeure partie du peuple québécois, qu'un séduisant phantasme auquel il se livre occasionnellement, celui-ci ne pourrait résister à l'influence de tous ses chefs de file dénonçant le système actuel pour l'inviter à s'en affranchir par une séparation à l'amiable ou une forme d'association plus lâche, afin de mieux préserver sa spécificité.

Les Anglo-Canadiens qui connaissent bien le Québec et sont pourvus d'un bon sens politique, pressentent que s'il revient bredouille du lac Meech, il y a un grand risque qu'il ne revienne pas docilement au *statu quo ante* comme après ses autres déconvenues. Parce qu'il y a une grande différence entre réclamer des réformes et se les faire refuser — comme ce fut le cas dans le passé, et se faire accorder quelque chose pour se le faire ensuite retirer — comme ce serait le cas si l'accord du lac Meech s'écroulait.

Le premier ministre Bourassa, humilié de s'être fait refuser le minimum et craignant de passer pour un naïf et un pleutre, sera forcé de faire un geste significatif. Car il sera l'objet de très fortes pressions aussi bien dans son parti que de la part de ses adversaires souverainistes et des groupes nationalistes.

Quel geste? Au mieux il allongera sa liste de réclamations

comme condition de retour à la table des négociations. Au pire il pourrait carrément consulter le peuple sur l'avenir constitutionnel du Québec.

Comme presque tous les intervenants québécois qui ont fait pression sur les provinces opposées à l'accord Meech, ont proféré des menaces plus ou moins voilées à l'indépendance partielle ou totale du Québec, ils se sont en quelque sorte «peinturés» dans le coin. Quel groupe ayant joué ce jeu pour ensuite jouer un rôle modérateur, une fois consommé l'échec, sans estroper sa crédibilité? Le gouvernement du Québec se verra donc conseiller de toutes parts de se radicaliser en matière constitutionnelle: peut-être même, qui sait, de mettre fin une fois pour toutes à une expérience qui semble devenue plus destructrice que fructueuse pour le Canada comme pour le Québec.

Je ne suis pas sûr que cette hypothèse se réaliserait. Je crois que de la manière dont les choses évoluent il est difficile d'imaginer un autre scénario moins problématique.

C'est ce qui me fait croire que le Canada courrait un moins grand risque à enchaîner l'accord du lac Meech, qu'à lui faire subir un échec qui serait présenté comme un rejet du Québec.

C'est moins dangereux de laisser les juges interpréter les clauses ambiguës qui font problème, que de laisser le Québec mal interpréter la fausse joie qui lui aura apportée l'étreinte réservée qu'on lui a faite une certaine nuit de printemps sur les bords du lac Meech.

Opinions

Nous ne valons pas notre pesant d'or

JACQUES DUFRESNE
collaboration spéciale

Euthanasie, mères porteuses, manipulations génétiques... chaque jour ou presque la médecine nous place devant des problèmes nouveaux que ni les juristes, ni les éthiciens, ni les parlementaires ne peuvent résoudre. Jusqu'ou par exemple



peuvent légitimement aller des parents désireux de sauver un de leurs enfants atteint de leucémie? Un couple californien, Abe et Mary Ayala, a récemment apporté une réponse inédite à cette question: faire un nouvel enfant en vue d'utiliser sa moelle pour la greffer sur leur fille Anissa, âgée de dix-sept ans et souffrant de leucémie depuis deux ans.

Bien qu'elle comporte de nombreux risques, qu'elle ne réussisse pas toujours, la greffe de la moelle épinière est le traitement réputé le plus efficace contre la leucémie; mais il faut d'abord trouver un donneur dont la moelle a suffisamment d'affinités avec celle du malade pour que les risques de rejet ne compromettent pas trop le succès de l'opération. Ce n'est pas la tâche facile. Après deux ans de vaines recherches, Abe Ayala persuada sa femme d'accepter une solution à laquelle personne jusque là n'avait osé recourir, du moins publiquement: concevoir eux-même un enfant avec une chance sur quatre pour que sa moelle soit compatible avec celle de sa soeur malade. Ils savaient d'autre part que lorsque le bébé aurait six mois, ils seraient autorisés à prélever sa moelle.

La loterie génétique les ayant favorisés, ils ont, bien que l'enfant ne soit pas encore né, de bons espoirs de sauver leur fille. Il est important de préciser que la mère a 43 ans et que le père avait subi une vasectomie, ce qui l'a obligé à subir l'opération inverse.

Le médecin d'Anissa opposa une farouche résistance au pro-

jet des parents. Ces derniers n'en furent pas émus outre mesure. Quant aux éthiciens qui furent invités à donner leur opinion sur cette thérapie inusitée, ils se sont dit horrifiés. L'un d'entre eux a employé le mot «outrageux»; un autre a rappelé qu'on ne fait pas un enfant pour qu'il serve de banque d'organes, mais pour lui permettre de s'accomplir en tant qu'être humain.

Qu'à cela ne tienne, répondent les parents. Nous ne pouvons pas attendre les bras croisés que notre fille meure alors qu'il existe encore une solution: celle précisément que nous avons choisie.

Lundi dernier, dans le cadre de l'émission l'Informateur de CKAC, Pierre Pascau m'a demandé mon opinion sur cette question. C'est de la folie! Ma réponse a été aussi catégorique et encore plus spontanée que celle des éthiciens américains; mes arguments sont toutefois différents; quant à la folie dont je parle, c'est moins aux parents que je l'attribue qu'à un système qui rend pratiquement nécessaire toute solution qui apparaît comme possible.

Vous aimez votre fille, vous savez qu'il est possible de la sauver; pour vous détourner de votre but, il faudra qu'on vous oppose des arguments d'une force exceptionnelle. Certes il est vrai qu'on fait des enfants pour leur permettre de s'accomplir; mais il est tout aussi vrai qu'il y a au moins 60 millions d'enfants maltraités de par le vaste monde, que tels parents de Colombie mettent des enfants au monde, non pour qu'ils s'accomplissent mais pour qu'ils aillent ramper dans les mines dès l'âge de 12 ans; et qui, en dehors des héritiers intellectuels d'Hitler, voudrait interdire la reproduction à ces parents indignes? De quel droit alors blâmer le couple Ayala?

À six mois, dira-t-on, l'enfant ne pourra pas choisir librement de faire don de sa moelle; si par malheur, ce qu'on ne saurait exclure totalement, il subissait un grave préjudice, ne serait-il pas en droit plus tard de poursuivre à la fois ses parents, le médecin

et l'hôpital où aura lieu l'intervention? Cet argument ne pèse pas beaucoup plus lourd que le précédent. Quelle est la liberté des enfants qu'on jette à la rue, dont on fait de la chair à canon ou que l'on force à descendre dans les mines? Certes on peut soutenir que Abe et Mary Ayala n'ont pas l'excuse de l'extrême pauvreté pour prendre des décisions cruciales à la place de leur enfant, mais leur amour pour leur fille Anissa n'est-il pas une excuse au moins équivalente, surtout si l'on part de l'hypothèse que les risques liés au prélèvement de la moelle chez le bébé sont minimes?

Ce n'est pas sur ce plan, mais sur le plan plus général de la valeur attachée à la vie qu'il faut situer le débat si l'on espère justifier une réprobation spontanée. Si on accorde une valeur absolue à la vie humaine, il n'y a alors pas de limites autres que celles qui sont imposées par la nécessité, qu'on est contraint de respecter aussi longtemps qu'on est privé des moyens techniques ou financiers d'aller au bout du possible. Dans le cas de la famille Ayala, de telles limites n'existent pas. Tout est donc permis.

Mais nous savons bien, nous sentons bien au fond, que notre vie n'est pas un absolu, d'où notre indignation spontanée quand on dépasse la mesure dans les interventions. Il est inacceptable que l'on consacre à une seule personne, si riche, si puissante ou si intelligente soit-elle, des ressources qui pourraient servir à nourrir des milliers d'affamés ou à assurer le progrès de la civilisation. Suis-je donc le centre du monde pour exiger ainsi de faire converger vers moi toutes ses ressources? Le fait qu'une si folle prétention soit très répandue aujourd'hui témoigne d'une vulgarité sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

La démesure ne prend pas toujours la forme d'un excès dans le recours aux ressources matérielles. Elle peut aussi consister à créer un précédent dont on sait qu'il aura des conséquences inacceptables, ou plus simplement, dont on n'a pas

pris le temps d'analyser les conséquences possibles. C'est à ce type de démesure qu'on a affaire dans le cas de la famille Ayala.

En éthique comme en esthétique, tout est question de proportion. Pendant la dernière Grande Guerre, alors qu'elle vivait en Angleterre, Simone Weil s'est littéralement laissée mourir de faim parce qu'il lui était moralement intolérable d'avoir un sort plus doux que ses compatriotes sous l'occupation allemande ou que les soldats au front. Elle suivait ainsi l'exemple d'une multitude de héros et de saints. Tous ces modèles, tous ces êtres nobles ont en commun d'établir la proportion en réduisant l'importance qu'ils attachent à leur moi pendant que s'accroît celle qu'ils attachent à la réalité. La vulgarité consiste à faire l'inverse.

Entre ces deux extrêmes, le choix théorique n'est pas difficile à faire. En pratique toutefois le choix est d'autant plus difficile qu'il faut désormais tenir compte d'une multitude de variables nouvelles: techniques qu'élargissent le champ du possible, nécessaire solidarité à l'échelle de la planète, etc.

Le rapprochement entre l'éthique et l'esthétique doit s'étendre jusqu'au jugement. On juge de la valeur d'un choix comme on juge de la beauté d'une oeuvre, par un acte unique qui intègre une multitude de variables. Il s'ensuit que c'est la qualité de la culture d'un peuple qui est garante du niveau de sa moralité.

Dans l'immédiat, il n'y a pas d'autre solution que celle vers laquelle on se tourne dans la plupart des pays: former des comités de sages.

Encore faut-il cependant que les sages soient choisis en fonction de leur sagesse et non en fonction de leur appartenance à des groupes de pression. Encore faut-il également qu'on soit vraiment disposé à tenir compte de leurs avis, qu'on ne les consulte pas uniquement pour endormir la minorité qui refuse de s'incliner devant toutes les nouveautés.

La distribution des films au Québec: une jungle

L'auteur est président du Festival des films du monde.
SERGE LOSIQUE

De nombreux films sortent commercialement en cette période, qui est une des meilleures de l'année pour les lancements en salle. On a l'impression que tout va bien et qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter pour l'avenir de notre cinéma. Or, tout n'est pas si rose dans le domaine de la distribution des films au Québec et la situation me semble maintenant réellement préoccupante. Je me limite ici aux films destinés aux salles de cinéma.

En effet, la plupart de nos maisons de distribution n'ont plus accès aux meilleurs films des «indépendants» (tout ce qui n'est pas la propriété des «majors»), ce qui, indirectement, peut avoir des conséquences graves pour la production cinématographique au Québec. Quels profits nos distributeurs vont-ils investir dans la production des films d'ici s'ils n'ont plus aucun profit? Et pourtant, lors de l'adoption au Québec de la loi 109, n'a-t-on pas claironné que l'assurance d'avoir des profits respectables pour une compagnie de distribution d'ici permettrait d'assurer la production de films québécois?

Le plus ironique dans cette situation alarmante, c'est que les «majors» sont moins responsables cette fois-ci que d'autres joueurs. Les deux chaînes d'exploitation de salles de cinéma qui exercent un quasi-monopole (directement ou indirectement) sur les maisons de distribution, compliquent encore davantage la situation. Il y a plusieurs années, il y avait au Québec trois chaînes de salles de cinéma. Mais depuis la disparition des salles de France Film, les distributeurs québécois n'ont plus le choix qu'entre Cinéplex (maison torontoise) ou Famous Players (maison américaine).

Avec la loi 109 et avec le modus vivendi provisoire qu'on avait trouvé avec les «majors», il y avait de l'espoir pour que les distributeurs québécois puissent occuper tout un vaste créneau (films canadiens, européens, films indépendants américains, etc.). On disait, à juste titre d'ailleurs, que celui qui contrôle la distribution pouvait contrôler aussi la production.

Depuis que l'exploitant de salles torontoise Cinéplex s'est lancé dans la distribution (tout comme le fait maintenant indirectement Famous Players), le système québécois de la distribution est complètement bouleversé, plus agonisant aujourd'hui qu'à l'époque de la toute-puissance des «majors» au Québec.

À tel point que la fameuse loi 109 sur le cinéma n'est qu'une simple passoire et que le «permis général» accordé par la Régie, en principe uniquement à une maison québécoise, n'est pas respecté dans les faits.

En effet, dans tous les pays occidentaux, un «distributeur» de films est en fait le propriétaire des droits d'un film pour son territoire pour une période donnée. Par nécessité, ou pour toute autre considération mercantile, plusieurs distributeurs québécois sont devenus de simples «agents» ou «services techniques» de maisons étrangères, moyennant certains frais de conciergerie et, dans certains cas, une commission des ven-

tes aux télévisions francophones. Un simple examen des contrats signés pour chaque film démontrerait vite que nous sommes bien loin de la véritable distribution et que nous assistons plutôt à un système de «boîtes postales» québécoises, ce qui est contraire à l'esprit de la loi 109 et aux efforts qui ont été faits pour doter le Québec d'une distribution viable. En somme, il n'y a pas beaucoup de différence entre certains de nos distributeurs et les agences locales qui assurent la distribution du *New York Times* dans les kiosques de Montréal...

Comment cela se passe-t-il en pratique? Très simple. Une maison (surtout américaine) s'assure d'avoir un représentant au Canada pour ses meilleurs produits. Ce sera d'abord un distributeur torontoise, très souvent lié par contrat à une chaîne d'exploitation de salles de cinéma. Cette maison sait que, d'après la loi québécoise, elle n'a pas le droit de distribuer son film directement au Québec. Elle trouve alors un agent québécois à Montréal qui, en tant que maison québécoise, a son «permis général». Ainsi, le tour est joué, la loi est respectée en apparence.

Le système est tellement facile à contourner que depuis deux ans, des maisons newyorkaises et torontoises se sont spécialisées et achètent des films (même français) uniquement en fonction du marché québécois... Car certains films qu'elles achètent ne sortiraient qu'au Québec de toute manière. D'ailleurs, beaucoup de gens s'étonnent que la Régie du cinéma, émettrice de visas, laisse passer de telles choses.

Cette situation malsaine, et nuisible pour notre production à court et à long terme, doit être corrigée. À plus long terme, cette situation sera nuisible pour notre culture cinématographique. On pourrait très vite être contraint de demander la permission à Toronto ou à New York de projeter à Montréal un film en langue française...

Les solutions, me dira-t-on? Je me permettrai d'en suggérer une. La Régie du cinéma du Québec a plus ou moins les outils nécessaires pour qu'on respecte le mot «distributeur» de films au sens de la loi. Les films étrangers distribués au Québec par des maisons étrangères reçoivent actuellement un «permis spécial» (ce qui est le cas des «majors») et tous les autres films devraient pouvoir être achetés et distribués directement par des maisons québécoises. L'État devrait clarifier sans tarder sa position face à notre industrie au lieu de permettre aux cartels étrangers et à leurs prête-noms québécois de mettre en péril le financement de la production et la culture cinématographique québécoises.

Pour la santé de notre industrie, il serait souhaitable que l'esprit de la loi 109 soit respecté. De plus, pour éviter l'intégration verticale, il serait souhaitable que les deux chaînes d'exploitation des salles de cinéma évacuent totalement le champ de la distribution. Ou, si cela s'avère impossible, que le gouvernement leur permette carrément d'être des distributeurs à ciel ouvert... Il est temps de mettre de l'ordre dans la jungle qu'est devenue la distribution de films au Québec. Si, sur ce chapitre précis, la loi 109 sur le cinéma est devenue caduque, on a deux solutions: la modifier ou la supprimer.

L'École de la dernière chance

FRANCINE PELLETIER
collaboration spéciale

Sur la rue Papineau, à Montréal, coïncée entre un concessionnaire d'automobiles et un bloc-appartements, se trouve une petite école de briques jaunes appelée Centre Lartigue.



Flottant dans un nuage permanent de gaz d'échappement, le Centre Lartigue n'a rien de distingué. Ce n'est pourtant pas une école comme les autres.

Le Centre Lartigue est le seul centre d'alphabétisation (à vocation exclusive) à Montréal. Appartenant au réseau de la CECM voué à la formation des adultes, cette école montre bien à quel point l'éducation des adultes, née il y a 25 ans au Québec, prend aujourd'hui une tournure insoupçonnée.

Avec l'arrivée d'immigrant, d'une part, la réforme de l'aide sociale et de l'instruction publique (loi 197), d'autre part, l'éducation des adultes n'est plus, en effet, ce qu'elle était. On ne vient plus dans ces centres de formation pour parfaire ses connaissances. On vient pour tenter d'attraper un train en marche, et parce qu'on n'a plus le choix.

Les beaux jours de l'éducation des adultes sont donc terminés. Fini la «belle clientèle» qui consistait en beaucoup d'anglophones désireux d'apprendre le français; fini le temps du «perfectionnement» et la notion d'éducation permanente. Place aujourd'hui à une clientèle de plus en plus jeune, pauvre, allophone et féminine. Place, maintenant, à la «relation d'aide» pour une catégorie grandissante de marginaux.

«Ce qu'il y a de particulier ici», dit Carole Laberge, travailleuse sociale au Centre, «c'est que tout le monde a des problèmes». «Et si peu d'avenir», ajoutera plus tard une prof, Lise Blais.

Des jeunes décrocheurs, des

accidentés du travail, quelques ex-psychiatriés et déficients mentaux légers, beaucoup d'immigrants, beaucoup de femmes chefs de famille. On trouve tout ça au Centre Lartigue. Mais de plus en plus la clientèle se partage en deux grands groupes: des jeunes de 16 ans et plus (25 p. cent), et des assistés sociaux (75 p. cent). Dans les deux cas, on retrouve beaucoup d'allophones (50 p. cent).

Pour les jeunes, c'est quasiment un cadeau de se retrouver dans cette école sans effaces qui revolent, de drogues qui se passent et de profs qui gueulent. Bien sûr, on manque un peu le gymnase et les arts plastiques. Mais, «on est traité en adultes», dit Eric, 17 ans. «Les profs poussent pas. Tu y vas à ton rythme. Mais on te laisse passer si tu passes pas», renchérit Alain, 25 ans.

L'enseignement plus individualisé, plus épuré aussi — on enseigne seulement le français et les mathématiques de base —, le fait de se retrouver avec des adultes, est une expérience que les jeunes apprécient.

«Ce qui m'intéresse maintenant, c'est l'école», dit Jean-Richard, jeune Haïtien ici depuis trois ans. «C'est la meilleure façon de réussir dans la vie. Et puis, c'est une façon d'apprendre à vivre».

À vivre au Québec, s'entend. C'est sans doute le plus étonnant de ce maelstrom scolaire: malgré autant de diversité, il y a très peu de heurts, voire de discrimination. «Je suis étonnée de la tolérance des élèves», dit Carole Laberge.

C'est qu'à travers toute cette diversité, il y a quand même un dénominateur commun: une bonne dose de misère. Jeune ou moins jeune, allophone ou francophone, personne ici n'a un passé glorieux derrière lui; personne n'a un avenir assuré qui l'attend non plus. Par contre, on apprend à se connaître. Pour la première fois, on fait partie de quelque chose. Le simple fait de fréquenter le Centre Lartigue, aussi dilapidé soit-il, équivaut «à une promotion sociale». C'est le genre de situation d'où naît la tolérance, la solidarité, et même l'espoir.



On vient à l'éducation des adultes pour tenter d'attraper un train en marche, et parce qu'on n'a plus le choix.

«Si nous n'étions pas optimistes, nous ne serions pas ici», me lancent, quasiment en chœur, des étudiants du Centre Gabrielle-Roy dans le nord de la ville.

Elles sont une vingtaine, toutes assistées sociales, toutes monoparentales (sauf une), toutes entre 28 et 45 ans. Parmi elles, six Haïtiennes et trois Latino-Américaines... Elles représentent la clientèle typique des 23 centres de formation pour adultes de la CECM. Certaines d'entre elles ont déjà passé par le Centre d'alphabétisation et sont ici, au Centre Gabrielle-Roy, pour obtenir un diplôme d'études secondaires. «Sans un secondaire 5», me dira une élève après l'autre, «on peut rien faire».

Elles sont optimistes, oui. Plus encore que les jeunes qui fréquentent l'éducation des adultes, ces femmes découvrent un milieu de vie, une appartenance. Plus encore que les jeunes, ces femmes veulent «s'en sortir».

«Les gens s'imaginent qu'on aime ça le B.S., qu'on veut pas travailler. Après ça, ils nous disent qu'on est paresseux. C'est ça qui est insultant», dira une

étudiante.

Mais contrairement aux jeunes, ce retour à l'école est particulièrement pénible pour les femmes. Pour plusieurs raisons.

«Ça fait 25 ans que j'ai pas étudié», dit Fernande. «À l'inscription, j'ai pu vous dire que je me sentais... ben petite».

Sortir de l'isolement, se confronter à l'inconnu, apprendre à se faire confiance... tout ça prend une bonne dose de courage. Mais ce qui différencie surtout ces femmes des autres clientèles, c'est leur colère. Les nouveaux règlements du ministère de l'Éducation concernant leur formation, disent-elles, viennent de leur passer une corde au cou.

En septembre dernier, le ministre décida d'appliquer un décret, adopté quelques années plus tôt, limitant à 2000 heures le temps financé pour les adultes inscrits en alphabétisation et à 2900 heures, les adultes inscrits aux études secondaires. Pire, la nouvelle politique est rétroactive au 1er juillet 87. En d'autres mots, quand les élèves ont appris la nouvelle, certaines d'entre elles frisaient la limite.

«On a le ménage, les enfants,

on a des problèmes de santé, on vit sur le seuil de la pauvreté pis là, il faudrait réussir nos études en un temps X!», explique Carole.

«C'est nous mettre la corde au cou une deuxième fois», dit Alva, 43 ans, mère de cinq enfants, qui n'a encore jamais touché un salaire.

Selon bon nombre d'intervenantes, cette politique va à l'encontre de l'esprit même de l'éducation des adultes. Plutôt que de favoriser le développement individuel et la réinsertion dans le milieu, cette politique ne fait que «rendre les étudiantes responsables de leur propre échec».

«S'il y a une chose que ces femmes ont en commun, c'est bien l'échec. Elles n'ont surtout pas besoin d'être hantées par la

peur d'échouer à nouveau», explique la prof de maths, Anne-Marie Tardif.

Veut veut pas, les petites écoles pour adultes égrenées sur le territoire métropolitain joueront un rôle grandissant dans les années à venir. Au fur et à mesure que nos écoles ordinaires se videront, celles-ci se rempliront. On y viendra pour boucher les trous laissés par notre système d'éducation et, de façon toute aussi importante, pour «s'intégrer» à la société québécoise.

S'il y a un endroit où le ministère de l'Éducation devrait faire preuve de largesse, c'est bien ici.

Lysiane Gagnon est en vacances

C'EST L'ANNÉE INTERNATIONALE DE L'ALPHABÉTISATION

VIE EN SOCIÉTÉ

Les p'tites menteries quotidiennes d'un analphabète

MARTINE TURENNE
collaboration spéciale

L'analphabète se sent un peu comme un animal étrange dans une société où l'apprentissage de l'alphabet est le pré-requis à un minimum de vie sociale et professionnelle. « On se sent stupide, ignorante et on se fait toujours dire qu'on est naïveuse », affirme Ginette Boivin, 44 ans, analphabète en voie d'alphabetisation.

Le divorce entre celui qui sait lire et l'analphabète est récent. Il a eu lieu au début du XVIII^e siècle. Associer la stupidité à l'analphabetisme est donc un phénomène nouveau. La conséquence

lant, drôle, sociable. Mais un problème d'apprentissage (la dyslexie), l'a empêché de fonctionner normalement dans le système.

Privé de l'écrit, on développe d'autres facultés. La mémoire par exemple, est le pré-requis de base de tout analphabète qui se respecte. Mme Antoinette Bordeleau, sexagénaire enjouée, a été serveuse pendant 16 ans au « Royaume des fèves au lard », dans l'est de la ville. Outre les fèves, le menu était composé de différents plats. Pour s'y retrouver, Mme Bordeleau a développé rapidement un système de mémorisation quasi phénoménal.

Michel Boulerice, 37 ans, a été

Et chacun peut y aller de son invention toute personnelle. Tel ce chauffeur de camion qui, pendant 20 ans, n'a jamais rempli lui-même les reçus de ses clients. Il avait toujours les mains...trop sales.

Ou ce monsieur, trop fier pour avouer « ça », même à sa femme, se trouvait toujours une tâche urgente à accomplir lorsque les factures rebondissaient. « Remplis-les, ma femme, je dois aller voir Hector! » Il paraît qu'il a fait le tour du bloc des centaines de fois comme ça.

« Mon père m'a dit qu'il ne savait ni lire ni écrire l'année dernière seulement, raconte Sylvie Thibault, 29 ans, qui n'a elle-même jamais fréquenté l'école. Je ne l'avais jamais deviné. »

Les petits trucs, aussi habiles fussent-ils, ne trompent pas toujours. Un analphabète ne connaît pas les règles écrites et par conséquent, fait des erreurs de « parler » qui n'échappent à personne et encore moins à l'ouïe attentive d'un analphabète qui, lui, a commencé à apprendre. « Quand quelqu'un dit: « y sonta », au lieu de « ils étaient », je me dis: ça, c'est un des nôtres! »

« Ça n'empêche pas de vivre », mais le handicap peut devenir soudainement insupportable. Comme ça, tout à coup. A 65 ans comme à 20 ans. Les classes d'alphabetisation sont très hétérogènes. On retourne à l'école pour toutes sortes de raisons qui passent par le ras-le-bol de la marginalité, du mépris des « autres », de l'envie de sortir du cercle vicieux de la pauvreté, de la misère.

Et on veut aussi gagner sa liberté, son indépendance. « Quand tu vas au B.S. et que tu ne peux pas remplir ta fiche toi-même, il faut que tu détaillies toute ta vie privée à n'importe qui. C'est vraiment humiliant », explique Ginette Boivin, 44 ans, en conflit avec un Boubou-Macoute qui lui a coupé son B.S. parce qu'elle possédait une propriété.

Réapprendre à aimer apprendre

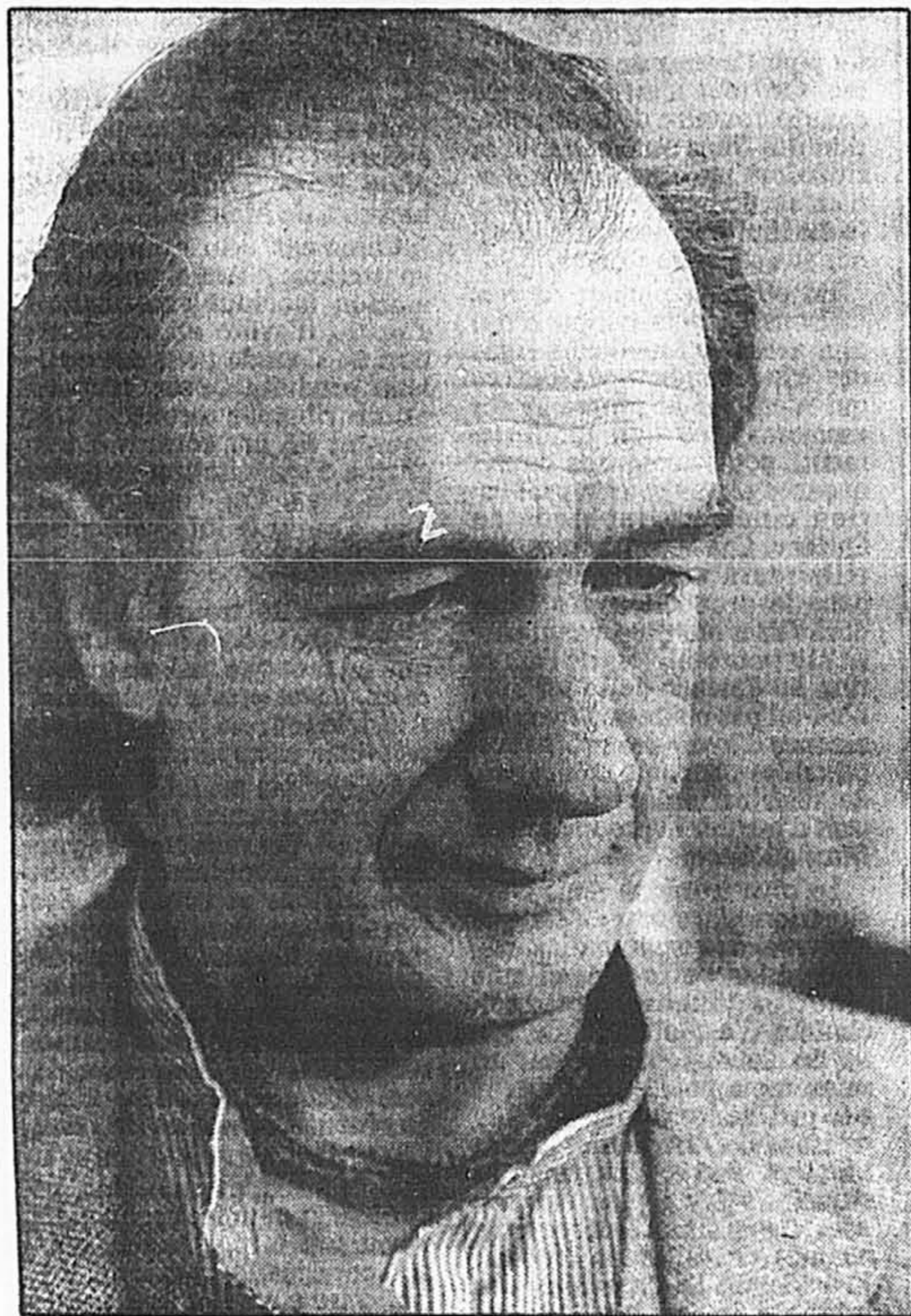
Jean-Sébastien Bourque est retourné à l'école, qu'il a quittée il y a peu de temps, pour des raisons professionnelles (il rêve de devenir vétérinaire) et sentimentales: sa blonde l'a lâché quand elle a su qu'il était analphabète.

Michel Boulerice suit des cours parce que son fils Ben a cinq ans et qu'il sera à l'école l'an prochain. « Je veux être capable de l'aider à ce moment-là! »

L'école, pour ceux qui l'ont fréquentée, a souvent été le lieu de toutes les humiliations, de tous les échecs. Là où la cassure s'est produite entre le petit monde de la maison et le grand monde de la société. Les classes spéciales pour Jean-Sébastien, le rejet pur et simple pour Ginette.

« Il faut leur réapprendre à aimer apprendre », souligne Manon Dubreuil, animatrice à Lettres en Main.

Et pour ceux qui n'y ont jamais mis les pieds, ça peut être aussi très contraignant. Apprendre l'alphabet a souvent une connotation, disons, puérile. « Je suis rendu à 62 ans et je commence à aller à l'école, dit Antoinette Bordeleau. Tu penses que je trouve pas ça humiliant? »



René Beaudoin, analphabète «fonctionnel». Retourner à l'école pour améliorer sa situation...et son français. « Apprendre à lire, ça éclaircit les idées ».

directe, c'est la stigmatisation subie par l'analphabeté, stigmatisation surtout présente en milieu urbain. Quand on ne sait ni lire, ni écrire, souvent, on ne travaille pas et quand on ne travaille pas, les journées sont longues. Marginalité de la culture, du travail, des échanges, marginalité, écrivait le Brésilien alphabétiseur Paulo Freire, « qui cause tant de contrariétés, jusqu'à l'impossibilité d'être ».

Trucs pour analphabètes avertis
La vie de l'analphabeté est remplie de petits trucs. « Les analphabètes sont les meilleurs acteurs que tu peux imaginer », explique Jean-Sébastien Bourque, 22 ans, analphabète scolarisé. Il est brillant,

serveur lui aussi. Il a mis un mois à étudier le menu. Personne ne savait qu'il était analphabète, pas même le patron. « Je disais aux clients: donnez-moi le numéro, ça va aller plus vite. » Tant qu'il travaillait, Michel n'avait pas de problèmes avec « ça ». Le complexe du stupide, ça restait de l'abstrait: « Quand t'as de l'argent, on te respecte. »

Milles trucs
Comme c'est mal vu de ne savoir ni lire ni écrire, il y a mille façons de cacher la chose. Le truc des lunettes est un classique dans le genre. Il consiste à dire, lorsqu'une personne vous tend un papier et un crayon, qu'on a oublié ses lunettes.

L'immigration accroît le fardeau

MARTINE TURENNE
collaboration spéciale

Nouveau facteur d'analphabetisme au Québec et à Montréal en particulier depuis quelques années: l'arrivée d'immigrants et de réfugiés analphabètes. Un problème dont on se préoccupe assez au ministère de l'Éducation du Québec pour consacrer à la seule alphabétisation des jeunes immigrants sous-scolarisés un budget additionnel de 30 millions\$, soit 5 millions\$ de plus que ce que le MEQ consacre à l'ensemble de la population analphabète du Québec.

« À court terme, les immigrants analphabètes seront un facteur d'augmentation du taux d'analphabetisme au Québec », croit André Dugas, professeur de linguistique à l'UQAM.

Les nouveaux arrivants ont un profil socio-économique quelque peu différent d'il y a quelques années. Ils proviennent souvent de pays en guerre ou sous-développés, là où l'éducation gratuite et obligatoire est tout, sauf une évidence. En 1968, 27 p. cent des immigrants provenaient de pays du tiers monde. Cette proportion est passée à 78 p. cent en 1987. Une augmentation de 150 p. cent.

On alphabétise les grands dans les cofis et autres centres communautaires et les petits — la priorité des priorités au gouvernement — directement dans les écoles, où des structures d'accueil existent depuis quelque temps déjà.

Vingt p. cent des jeunes immigrants qui arrivent annuellement sont sous-scolarisés, voire complètement analphabètes, selon Georges Latif, chef de service aux communautés culturelles au MEQ. Et le problème, c'est que ces jeunes se concentrent souvent dans un nombre restreint d'écoles, ce qui pose un problème de structures d'accueil.

« C'est bien d'accueillir le monde, mais il faut surtout éviter de déstabiliser l'ensemble du réseau scolaire », croit M. Latif qui admet que le ministère est très « préoccupé » par la question.

Le jeune qui arrive passe en général deux ans dans des classes spéciales de sous-scolarisés. Et l'alphabetisation n'y est pas garantie. « Les jeunes de moins de 14 ans arrivent généralement à se scolariser, mais il y a d'énormes problèmes chez les 15 ans et plus », note-t-il encore.

Mais il y a des petits miracles ici et là: « Des jeunes qui arrivent ici à 13 ans, complètement analphabètes, et qui se rendent jusqu'au collégial ou à l'université. »

On alphabétise aussi les très petits, ceux qui arrivent à l'école sans base aucune du français et encore illettrés dans leur langue maternelle. Le MEQ a un nouveau programme d'alphabetisation qui s'adresse aux très jeunes du primaire, afin qu'ils s'habituent à l'alphabet latin et au sens des syllabes françaises. « Certains n'arrivent tout simplement pas à différencier les voyelles des consonnes », note Manon Hébert, « alphabétiseuse » de l'école Édouard-Laurin à Saint-Laurent.

Ils apprennent de mémoire, comme cette petite Chinoise qui connaît les syllabes de son nom « visuellement », mais reste incapable de les lire séparément, rédigés dans d'autres mots.

Enfin la CECM offre aussi aux parents analphabètes le programme « J'apprends avec mon enfant ». Mais il faut que l'immigrant maîtrise déjà les rudiments de la langue française.

Les parents dans les cofis

Les immigrants adultes analphabètes peuvent apprendre les rudiments de l'alphabet dans les cofis, puis passer dans les services offerts par les commissions scolaires ou centres communautaires.

Au centre haïtien de Rivière-des-Prairies, on admet que l'analphabetisme est assez répandu chez les nouveaux arrivants haïtiens. Perspectives d'emploi limitées, voire nulles. Alors on alphabétise.

« C'est un double choc pour les Haïtiens analphabètes qui arrivent ici, note M. Lucien Delmas, coordonnateur au centre. En plus de ne savoir ni lire ni écrire, ils ne connaissent pas non plus les bases d'une société moderne et développée. »

L'enseignement se fait en créole, mais on alphabétise en français. « En général, note Lucien Delmas, une bonne session suffit pour apprendre les rudiments de l'écriture. » Les rudiments seulement. On estime qu'il faut de quatre à cinq ans pour alphabétiser adéquatement un adulte. Dans sa langue maternelle.

VOICI EN QUOI ELLE CO

Et n'oubliez surtout pas qu'elle ne vous concerne pas



MARTINE TURENNE
collaboration spéciale

Il est arrivé que Marcelle Champagne, quadragénaire pacifique, a dû un jour se mettre en colère contre une handicapée dont elle s'occupait. La patiente se lamentait, pleurnichait. « Arrête de chialer! », rugit Mme Champagne soudain hors d'elle. Moi aussi je suis handicapée. Je ne sais ni lire ni écrire. »

Handicapé, analphabète, même combat? Même marginalité en tout cas. L'analphabeté, même avec ses deux bras, ses deux jambes et toute sa tête, ne se sent pas toujours là. Handicapé parce qu'il ne sait ni lire, ni écrire, ni compter, dans une société où un diplôme de secondaire V est devenu l'exigence minimale pour le moindre emploi. Et la moindre reconnaissance sociale.

« C'est comme quelqu'un qui a un membre coupé. Il se débrouille avec l'autre. Mais il reste tout croché », dira Jean-Sébastien Bourque, 22 ans, qui a terminé un secondaire V « professionnel court » mais est incapable de déchiffrer le message des lettres et des chiffres.

On parle dans sa langue, on écrit en langue étrangère, dit Jean-Paul Sartre. On apprend à parler en vivant au milieu de gens qui parlent, mais on n'apprend pas à lire et à écrire en regardant des gens griffonner des mots sur du papier. Lire et écrire nécessitent un apprentissage féroce, continu, parfois douloureux. Et toujours très utile.

Et ceux qui, pour une raison ou une autre, sont passés à côté de cet apprentissage, ceux-là vivent aujourd'hui une marginalité de tous les jours, de tous les instants. Cela se traduit, par exemple, par compter les stations de métro avant de descendre à la station Sherbrooke; dessiner une oran-

C'est à un graphiste japonais, Kohichi Imakita, qu'on doit le dessin qui a remporté le concours organisé pour la création d'un emblème de l'Année internationale de l'alphabetisation. L'artiste a été proclamé vainqueur sur 300 concurrents venant de 82 pays. L'emblème représente un être humain stylisé tenant un livre et entouré de



ge pour faire ses courses; amener son oncle ou sa cousine pour remplir son formulaire du B.S. Bref, c'est la dépendance absolue, totale.

Dépendance qui serait vécue par 1 375 142 Québécois de plus de 16 ans, s'il faut en croire les normes internationales établies par l'UNESCO, qui vient de désigner l'année 1990 comme l'année internationale de l'alphabetisation.

Un Québécois de 16 ans et plus sur quatre est donc analphabète.

Les statistiques sur l'analphabetisme québécois, qui se comparent au reste du monde occidental, peuvent paraître énormes.

Selon l'UNESCO, les personnes ayant moins de cinq années de scolarité entrent

analphabeté est celui qui ne sait ni lire ni écrire en relation avec le monde.

Mais comme le Québec a des normes avancées de « fonctionner » avec ses normes, quelqu'un qui ne sait pas lire ou écrire se réfère aux critères internationaux.

« Nous sommes tous des analphabètes. Moi, j'ai trois doigts, je ne sais pas rédiger mon rapport. C'est une forme d'analphabetisme et les normes de M. Dugas. Certains sont analphabètes. »

1 375 142 Québécois ne sont pas en mesure de lire et d'écrire

dans la catégorie des analphabètes complets ou analphabètes de base. Il y en aurait 10 p. cent au Québec, selon des chiffres publiés en 87 par le groupe Southam News. (Moyenne nationale: 8 p. cent, avec une pointe de 21 p. cent à Terre-Neuve et de 3 p. cent en Colombie-Britannique.)

L'UNESCO détermine aussi une deuxième catégorie d'analphabetés dits fonctionnels, constituée de gens qui ont moins de neuf années de scolarité, mais plus qu'une quatrième année. Dix-huit p. cent des Québécois se situent dans cette catégorie, contre 16 p. cent au niveau national.

Relativiser le phénomène

Au-delà des critères scolaires retenus par l'UNESCO, M. André Dugas, professeur de linguistique à l'UQAM, retient quant à lui cette brève définition: « Un

ne comprennent vraiment ce qu'ils lisent. »

M. Pierre Bélanger, de Lire, est quant à lui un spécialiste. « Longtemps l'Éducation a minimisé le problème. Maintenant il le reconnaît. »

« Le concept d'analphabetisme, croit de son côté le président du Regroupement québécois des alphabétiseurs (RGPAQ). Il n'y a pas d'analphabetés qu'on demande plus. »

Comment on soigne l'analphabetisme

Au Québec, « on al- ans et on en parle de les gens du milieu. Les



Retourner à l'école. Groupe d'analphabetés en « alphabétisation » venu présenter le calendrier officiel de faire une chose pareille. »

ST NÉE TIONALE BÉTISATION



branche de laurier symbolisant les Nations unies, «J'ai essayé, de dire Imakita, de faire un dessin simple que tout le monde puisse comprendre.» L'emblème sera reproduit sur des couvertures de livres, des périodiques et des en-têtes de lettre dans le monde entier. Il apparaîtra également sur des affiches, des timbres, etc.

CONCERNE LE QUÉBEC

ne pas parce que vous pouvez lire ce qui suit

est incapable de prenant un court avec sa vie quoti-
lien des sociétés que de plus en ns qui peuvent exigences rapetis- était lettré hier r analphabète si 'aujourd'hui.
peu analphab- ts et je suis inca- rapport d'impôt. bétisme selon la e certains», ajou- diants sont assu- il, «parce qu'ils
res et les groupes populaires se partagent, grosso modo, quelques milliers d'analphabètes. Une infime minorité.
«C'est sûr que c'est pas facile à vendre, des cours d'alphabétisation, note Mme Judith Inborden, coordonnatrice à la CECM. Retourner à l'école, c'est moins facile à vendre que des cours de tricot ou de relaxation.»
Il y en a beaucoup qui commencent, mais ils se découragent ensuite bien vite. «Venir étudier pendant 10 ans et toucher le salaire minimum, ça se vend très mal, note Mme Miller. C'est ceux qui ont d'autres intérêts que l'argent qui vont persévérer.»
La CECM est l'une des 78 commissions

est de la promotion de l'année internationale, on est fier d'annoncer l'arrivée d'une affiche... pour le mois d'avril.
«Ça paraît peut-être peu, mais c'est encore le Québec qui arrive en tête au Canada pour le budget accordé à la lutte à l'analphabétisme», note M. Luc Rhéaume, porte-parole du MEQ. On est à 23 millions\$ aujourd'hui alors qu'il y a seulement cinq ans, le budget total accordé aux commissions scolaires était de 1,3 million\$. Et c'est une enveloppe ouverte: le gouvernement en ajoutera autant qu'il y aura d'étudiants.
Y-a-t-il des méthodes d'enseignement dans la salle?
Il y a, semble-t-il, autant de méthodes d'apprentissage en alphabétisation qu'il y a de «formateurs».

de plus de 16 ans sure de lire ceci

blablement pas
imateur au Tour 'aise avec les sta- le ministère de le phénomène. t.»
bétisme a chan- Louise Miller, ent des groupes tion du Québec it-être pas plus mais on leur en
bétise depuis 20 10 ans», disent missions scolai-

Disons que l'on essaie d'éviter de tomber dans l'infantilisme du processus d'apprentissage, c'est-à-dire de faire apprendre l'alphabet à des adultes en utilisant des phrases du genre: «Fido mange le ballon du petit frère de René.»
Les commissions scolaires favorisent l'approche académique, scolastique. Les groupes populaires se targuent, eux, d'être moins magistraux, moins rigides, plus familiaux. Et il y a les autres. L'approche néo, par exemple, déculpabilise les analphabètes: «Vous êtes les ratés de la société et la société est ratée.»
Mais la première méthode, selon Johanne Létourneux, animatrice à La Boîte à Lettres, centre spécialisé pour les jeunes analphabètes, à Longueuil, «c'est d'abord de leur redonner le goût d'apprendre, pour que l'alphabet ne soit pas pour eux synonyme d'échec, d'humiliation».
Et pour prévenir une quelconque attaque d'anxiété à la vue d'un crayon et d'un bout de papier, certains centres passent par-dessus cette frayeur en alphabétisant à l'aide de... l'ordinateur. C'est ce qui se passe à Lettres en main, dans le quartier Rosemont, où tout l'apprentissage passe par l'écran cathodique.

LA PAUVRETÉ Quand parents et enfants apprennent ensemble l'alphabet

MARTINE TURENNE
collaboration spéciale

Plume a dit: «Les pauvres n'ont pas d'argent.» On pourrait dire aussi que les pauvres, les très pauvres, souvent, sont aussi analphabètes.
À l'heure où un job de balayeur requiert un secondaire V, une personne sous-scolarisée et à plus forte raison si elle est totalement analphabète, se trouve exclue du marché du travail. Le marché a le choix et il est exigeant.

Les analphabètes sont souvent chômeurs, travailleurs occasionnels, assistés sociaux. «Ils vivent isolés, coincés, immobilisés par la société qui ne leur offre aucune possibilité réelle de changement de situation», écrit André Dugas.

La proportion des assistés sociaux n'ayant pas atteint la sixième année est deux fois plus élevée que ceux qui ont une septième ou une huitième année de scolarité. Et près de quatre fois supérieure à ceux qui ont entre une neuvième et une onzième année d'étude.

On dit des jeunes, qui ont 30 ans aujourd'hui, qu'ils font partie de la première génération d'analphabètes scolarisés: certains ont fréquenté l'école, mais ils n'y ont appris ni à lire ni à écrire. En 1985, on a évalué que 93 p. cent des jeunes de moins de 30 ans bénéficiaires du B.S. et aptes au travail avaient 12 ans de scolarité et moins.

Le taux de chômage dans la population en général est trois fois plus important chez les gens ayant moins qu'une neuvième an-

née que chez ceux qui ont atteint le niveau universitaire.

Les analphabètes se retrouvent aussi concentrés dans les secteurs géographiques que couvre la carte de la pauvreté. À Westmount, par exemple, quatre p. cent de la population a moins de huit années de scolarité. Juste en bas, à Saint-Henri, ce pourcentage grimpe à 55 p. cent.

L'analphabétisme en héritage

La majorité des jeunes analphabètes proviennent de milieux défavorisés et... analphabètes. Éternel cercle vicieux de la pauvreté, tant monétaire que culturelle. Là où il n'y a pas de livres, il n'y a pas de lecture. L'écrit demeure un phénomène marginal, inconsideré.

Marcelle Champagne a 47 ans. Elle a un fils de 12 ans, Nicolas. Elle suit des cours d'alphabétisation depuis quelques mois. Son fils est en quatrième année, il ne sait toujours pas lire, ni écrire. L'an prochain, il sera au professionnel court, la voie de garage, la voie des «illettrés», où on n'y apprend plus grand chose apparemment. «Pour Nicolas, explique Mme Champagne, ce n'est pas important de savoir lire et écrire. Il veut être camionneur.» Elle est résignée. Ses collègues de classe la secouent. «Ne le laisse pas aller au professionnel court, dit Jean-Sébastien Bourque. C'est l'enfer!»

Les spécialistes croient que si un enfant n'a pas appris à lire à 10 ans, c'est foutu. Il ira rejoindre les 30 000 jeunes qui sortent cha-

que année des écoles, «inaptes à fonctionner dans la société».

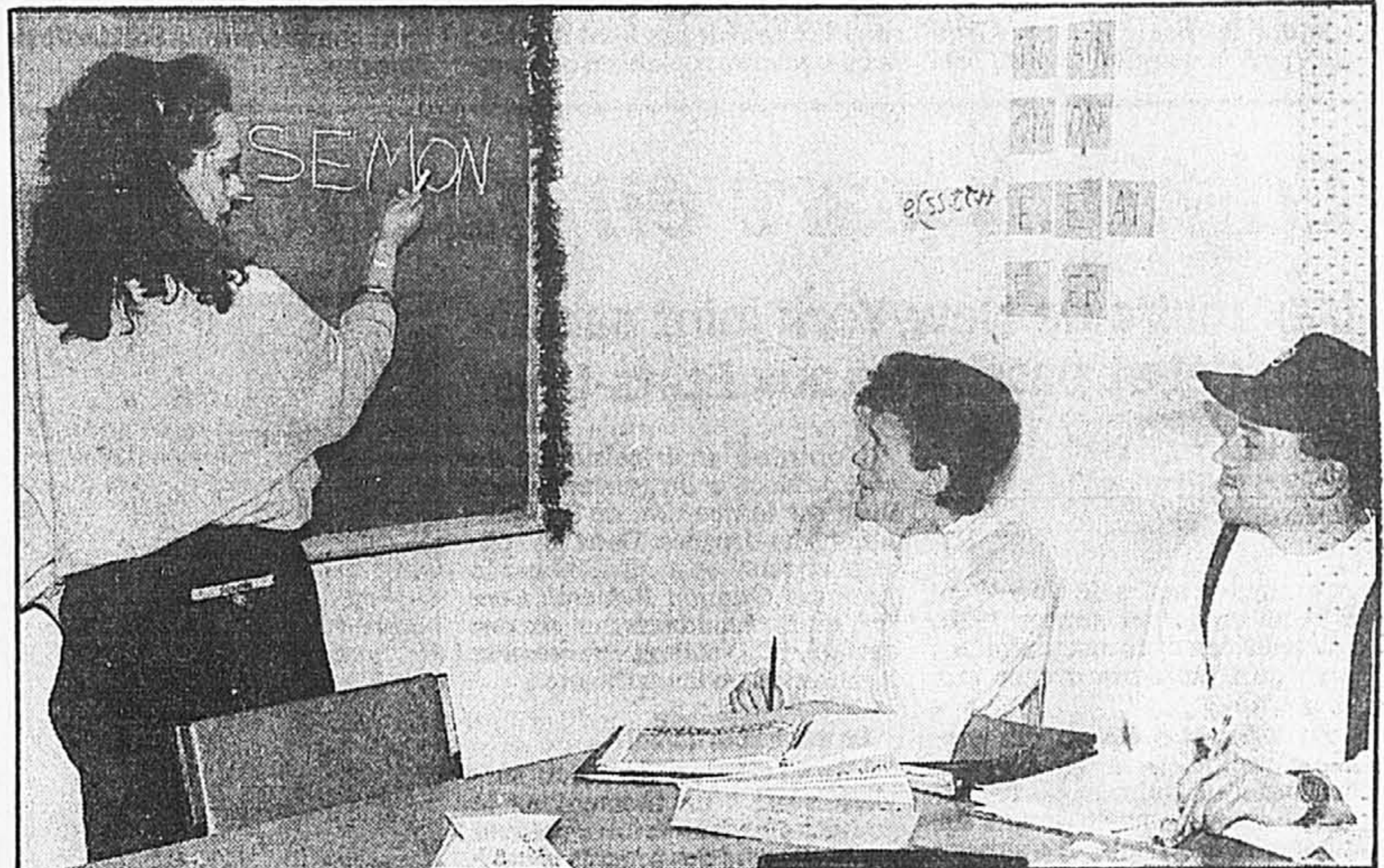
Les enfants des milieux défavorisés arrivent à l'école peu préparés mentalement et... physiquement. Souvent, ils ne mangent pas avant leurs cours. «Si l'enfant n'a pas déjeuné, il ne va pas apprendre. Il aura dès le début des problèmes d'apprentissage parce qu'il sera incapable de se concentrer», dit Louise Miller.

L'enfant paria

L'enfant issu d'un milieu défavorisé arrive aussi à l'école mal préparé pour faire face au milieu scolaire où on parle un autre langage que celui qu'il a appris à la maison. «Sous-prolétariat urbain et rural», explique André Dugas, où l'héritage linguistique ne rentre pas nécessairement dans les normes scolaires.

Et pour aider ces enfants, analphabètes quasi héréditaires et parias du système scolaire, la CECM a mis sur pied il y a quelque temps un programme spécial, «l'apprends avec mon enfant». Dans sept ou huit écoles, on alphabétise à la fois les parents et les enfants. Le soir comme le jour. Tout ça afin que l'enfant puisse recevoir une aide technique à la maison.

Certains peuvent composer avec ce milieu «étranger». D'autres pas. Ceux-là échappent difficilement à l'analphabétisme puis à l'inévitable pauvreté. Ginette Boivin a un fils de 23 ans: «Moi, j'aurais aimé que mon fils soit notaire ou avocat.» Il est sur le B.S., comme sa femme, avec deux enfants.



Marcelle Champagne et Jean-Sébastien Bourque au centre Lettres en main, dans le quartier Rosemont. «Ça empêche pas de vivre de ne pas savoir lire et écrire. Mais toutes les portes se ferment devant toi.»

Pour l'entreprise, alphabétiser peut être plus que de la charité

MARTINE TURENNE
collaboration spéciale

Avant de déménager dans son usine ultramoderne, la boulangerie Weston va évaluer la situation pendant six mois, puis va donner des cours d'alphabétisation à ses employés qui en auront besoin.

Philanthropie? Humanisme et amour de la culture? Pas du tout. Weston est simplement réaliste. Comme bien d'autres entreprises au pays, elle préfère alphabétiser ses employés plutôt que de devoir vider la moitié du personnel à l'approche du moindre changement technologique. «Je veux donner à des gens qui travaillent chez nous depuis plus de 15 ou 20 ans toutes les chances du monde de ne pas rater le virage», explique M. Gaétan Lussier, président des Boulangeries Weston.

Environ 25 p. cent des analphabètes occupent un emploi. Les coûts directs reliés à leur présence sur le marché du travail sont évalués, pour les entreprises seulement, à un milliard de dollars au Québec et à 4,2 milliards\$ pour le Canada. Les accidents industriels, la baisse de productivité, la formation et les pertes de gains font partie de ces «coûts directs».

Et les coûts sociaux indirects de l'analphabétisme, le chômage, le B.S. et le manque de main-d'oeuvre qualifiée, sont évalués à près de 3 milliards\$ au Québec et à 10,7 milliards\$ au Canada.

Pour palier aux coûts directs, les entreprises ont depuis un certain temps mis sur pied des programmes d'alphabétisation en entreprise. «On n'a pas attendu le gouvernement pour faire quelque chose», souligne M. Ghislain Dufour, président du Conseil du patronat du Québec. Avant, les employés analphabètes ne dérangeaient personne. Mais on s'est

aperçu, peu après le virage technologique des années 70, que certains employés ne pouvaient tout simplement plus suivre le rythme, faute de comprendre les instructions, plus élaborées. Alors pour assurer la productivité, on a commencé à alphabétiser. Sur le tas.

Attention, danger!
Tout devenant plus complexe, un analphabète sur le marché du travail peut devenir un danger public. M. André Dugas, professeur de linguistique à l'UQAM, raconte l'histoire de ce chauffeur

d'autobus de Chicago qui a tué presque tous ses passagers en tombant dans un ravin. Il a avoué ne pas avoir compris l'avertissement écrit au bord de la route...

Ou cet apprenti-électricien, complètement analphabète, qui a électrocuté son confrère en appuyant sur le bouton «ON» au lieu du bouton «OFF».

Au-delà de ces histoires d'horreur, les entreprises alphabétisent pour une question de sécurité minimale. Prenez les matières dangereuses, qui font partie de la vie de tous les jours de l'ouvrier moyen. Il est devenu essentiel que tous en connaissent les dangers, les contre-indications et surtout les façons de les utiliser.

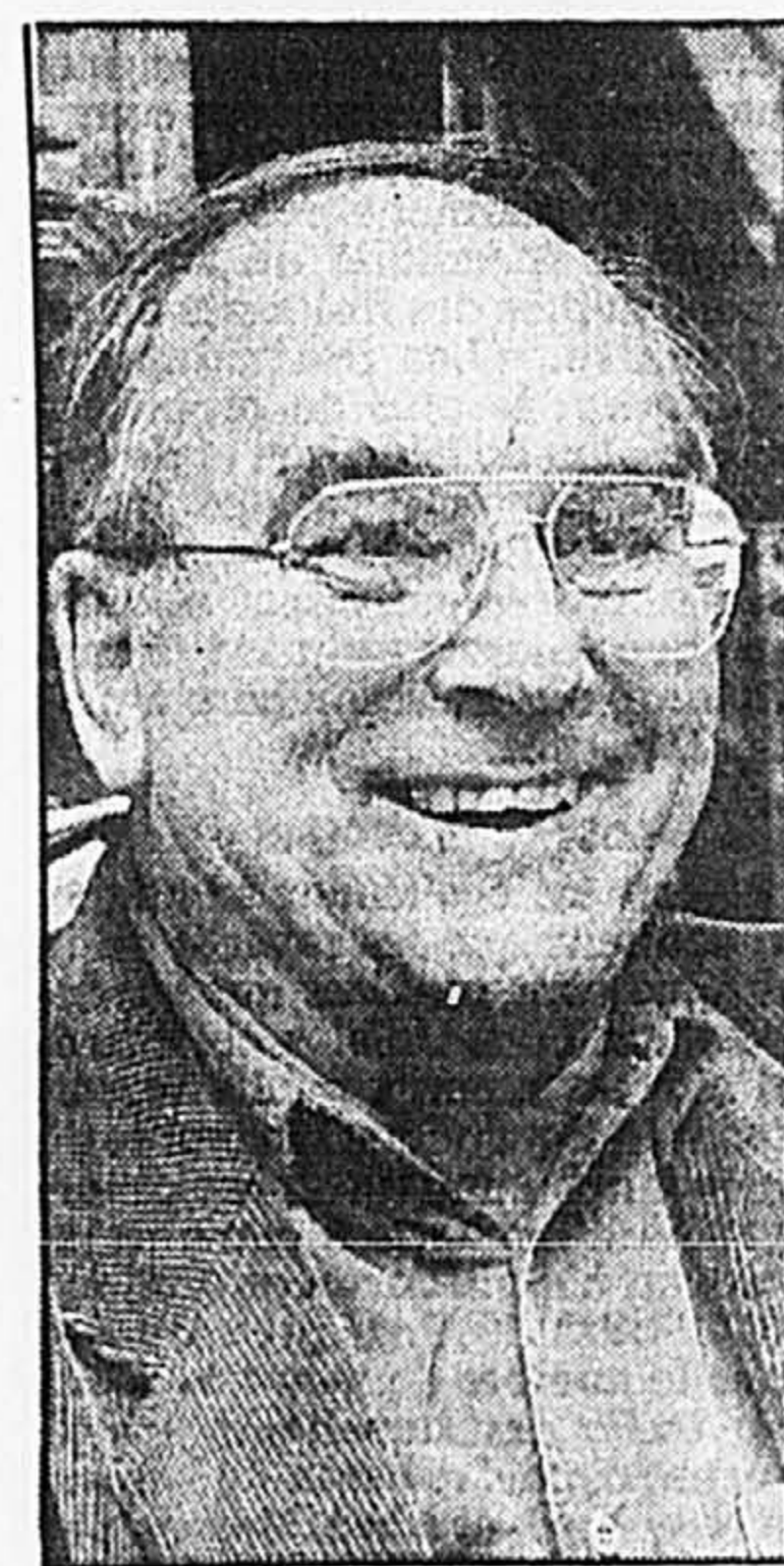
«C'est potentiellement explosif», souligne Ghislain Dufour. On ne peut pas s'imaginer le nombre d'accidents au travail imputables à l'analphabétisme, complet ou fonctionnel.

Apprendre en entreprise

L'avenir de l'alphabétisation est au travail, croit M. Dugas, qui «braille après ses étudiants pour qu'ils aillent enseigner en entreprise».

«L'alphabétisation a d'abord et avant tout un objectif de productivité pour un pays. En ce moment, ce sont surtout vers les clientèles marginales qu'on investit», blâme le professeur. «Apprendre à lire pour être mieux dans sa peau, c'est bien beau, mais ça n'enrichit pas un pays.»

Alphabétiser en entreprise «sert des intérêts productifs, économiques et politiques», croit aussi M. Jean-Paul Hauteceoeur, chercheur en alphabétisation au MEQ. On alphabétise là où c'est rentable pour l'entreprise, pour l'économie, pour la société. Disons que l'alphabétisation en entreprise, ajoute M. Hauteceoeur, n'a pas encore rejoint les immigrants des manufactures de la rue Chabanel.



André Dugas, professeur de linguistique à l'UQAM et directeur du certificat en alphabétisation: «Tous un peu analphabètes.»



CECM pour l'année internationale de l'alphabétisation. «J'aurais jamais pensé dans ma vie être capable»

À l'Est, chaque pays doit inventer sa démocratisation

Les grilles politiques de l'Ouest, tout comme ses modèles économiques, se prêtent mal à une transposition telle quelle à l'Est

SYLVIANE TRAMIER
collaboration spéciale
PARIS

Où va l'Est? Passée la vague d'incrédulité et d'allégresse qui a déferlé sur l'Europe en même temps que s'ouvrait la première brèche dans le mur de Berlin, est venu le temps de se demander où conduit cette vertigineuse accélération de l'histoire.

«Tout ce qui se passe en Europe de l'Est fait un peu tourner la tête», résumait Bronislaw Geremek. «Tout change mais personne ne sait comment va se définir l'avenir en URSS et dans les pays de l'Est.» Le président du groupe parlementaire de Solidarité en Pologne s'adressait à la foule qui s'entassait dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, mardi, pour prendre part au colloque *Où va l'Est?* organisé par des médias européens.

Et pour se convaincre qu'en effet tout avait drôlement changé au cours de l'année passée, il suffisait d'entendre le directeur du département international du comité central du Parti communiste soviétique, Andrei Gratchev, affirmer devant ce même public: «Nous venons des pays du socialisme réel, qui a parfois été irréal, et même surréel, et ce socialisme transformé en dogme a échoué.»

La première conséquence qui découle logiquement de ce constat d'échec est que les pays de l'Est s'engagent vers une voie de démocratisation débouchant sur des formes d'organisation de la société de type occidental. Ou, comme le disait Andrei Gratchev: «À la question *Où va l'Est?*

on serait tenté de répondre: l'Est va vers l'Ouest. Mais ça serait un peu trop simpliste.»

Chacun sa voie
Chacun des pays de ce qu'on n'ose plus appeler bloc de l'Est suit sa voie et invente sa démocratisation selon la façon dont s'est produite la rupture avec l'ancien régime, et en fonction de ce que cette rupture a laissé sur place.

La Roumanie est peut-être la plus mal lotie: le formidable appareil de répression et de domination que Ceausescu avait mis en place n'avait permis à aucune forme organisée d'opposition de se manifester. Il a fallu une révolution violente pour chasser la dictature et ensuite, selon la formule du sociologue Alin Teodorescu, «il a fallu faire on ne sait quoi avec on ne sait qui».

Alors qu'en Pologne, c'est le syndicalisme indépendant et l'Église qui ont structuré l'opposition, en URSS le changement est venu d'en haut et en Tchécoslovaquie ce sont les milieux intellectuels et artistiques qui ont fait vivre la dissidence. Ce qui fait que chacun de ces pays est diversément préparé à assumer la période de consultations électorales qui vont se dérouler à partir du mois de mars.

L'absence de culture politique, au sens que l'on donne à cette expression à l'Ouest, pose aux pays de l'Est le problème de savoir comment affronter la transition vers la démocratie. Et la prolifération des nouveaux partis politiques qui se créent dans les pays de l'Est ne doit pas faire illusion: «La structure sociale de notre so-

ciété est cassée, aplatie», dit le premier ministre de la république tchèque, Petr Pithar. Les formules traditionnelles de comportement politique n'ont pas de prise. Il y a chez les gens une profonde aversion pour les partis, pour l'esprit de parti, pour la discipline de parti.»

Même remarque de Bronislaw Geremek à propos de la Pologne: «Le monopole du pouvoir par un parti unique a conduit à une situation où le parti politique est un phénomène que l'on regarde avec méfiance.» Et Adam Michnik, directeur du quotidien *Gazeta* relève lui aussi «une crise de la scène politique traditionnelle en Pologne».

Comment, dans ces conditions, faire émerger de nouveaux systèmes politiques?

L'engagement politique à l'Est aujourd'hui s'articule autour de forums plus lâches, moins structurés que le parti politique: *Neues Forum* en RDA, *Forum Civique* en Tchécoslovaquie, *Dialogue Social* en Roumanie, *Alliance démocratique* en Hongrie, etc. Beaucoup veulent y voir l'indice d'une évolution future qui pourrait déboucher sur une nouvelle culture politique d'un style original.

Équipes de transition

Les pays de l'Est aborderont les prochaines élections avec à leur tête des équipes dirigeantes de transition, différentes les unes des autres:

- un gouvernement de compromis issu de négociations entre le Parti communiste et Solidarité en Pologne;

LURIE'S WORLD



GREATEST SHOW ON EARTH

- l'opposition au pouvoir avec un gouvernement composé d'anciens dissidents en Tchécoslovaquie;
- des partis anciennement communistes, débaptisés et modernisés, en Hongrie et en Bulgarie;
- un comité provisoire d'union nationale qui a bien du mal à ga-

gner la confiance de la rue en Roumanie.

Comment, dans ces conditions, consolider la liberté récemment acquise? Comment redresser des économies à la dérive?

Si l'on en croit un sondage réalisé par l'institut CSA pour le *Journal des Elections et Libération*, en Hongrie, en Tchécoslo-

vaquie, en Pologne et à Moscou ainsi que dans cinq pays d'Europe de l'Ouest, une majorité de la population se déclare en faveur d'un système politique de type social-démocrate.

Reste à savoir ce que signifie ce terme dans l'esprit des gens, et s'il veut bien dire la même chose à l'Est et à l'Ouest. Rien n'est moins sûr. Adam Michnik lançait une boutade pour définir les aspirations des Polonais: «Nous voulons une économie de marché à visage humain!» Autrement dit les avantages du libéralisme économique sans ses inconvénients.

En réalité, la distinction entre libéralisme et social-démocratie telle qu'on la fait à l'Ouest n'a guère de sens dans ces pays qu'on appelle encore, il n'y a pas si longtemps, des démocraties populaires.

Les grilles politiques de l'Ouest, tout comme ses modèles économiques, se prêtent mal à une transposition telle quelle à l'Est: «Les différences entre libéralisme et social-démocratie ne sont pas aussi catégoriques pour nous», dit le philosophe hongrois Janos Kis. «Le clivage décisif n'est pas entre ces deux modèles, mais entre l'occidentalisme et tout ce qui y résiste: le traditionalisme, le chauvinisme, le totalitarisme.»

Bloc de l'Est, démocraties populaires, glaces soviétique, pays communistes et pays capitalistes: ces expressions paraissent déjà anciennes. Et les mots que nous utilisons ont, eux aussi, subi un singulier bouleversement à l'occasion de cette grande mutation européenne.

Les participants au colloque *Où va l'Est?* ont résolu de façon provisoire ce problème sémantique en parlant des sociétés «post-totalitaires» parce que, a expliqué le sociologue roumain Alin Teodorescu, «il n'y a pas encore de nom pour ce qui va suivre à l'Est...»

Ed Koch part en guerre contre la légalisation des drogues

L'ex-maire de New York joint sa voix à un débat passionné aux États-Unis

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale
NEW YORK

À titre de maire de New York au cours des années 1980, Edward Koch a été aux premières loges du fléau de la drogue aux États-Unis.

En 1984, il a été un des premiers politiciens à recevoir de l'information au sujet de l'apparition d'une nouvelle drogue sur le marché américain. Il s'agissait du crack, un dérivé de la cocaïne, à la fois puissant, pas cher et très sexy.

En 1986, en même temps que tous les New-Yorkais, il a été horrifié d'apprendre qu'un adepte du crack, âgé de 21 ans et en quête d'argent pour se payer une autre pipe, avait tué ses parents et son neveu de 13 ans dans leur sommeil. Il s'agissait d'un des premiers crimes dans une suite interminable illustrant l'avisement entraîné par le crack.

En 1990, Koch n'est plus maire de New York. Mais après avoir été confronté pendant plus de dix ans au problème déchirant de la drogue, il a quelques idées sur le sujet. Cette semaine, devant un auditoire réuni au pavillon Robert Wagner de l'Université de New York, il a notamment fait part de son opposition vigoureuse à la légalisation des stupéfiants.

«Ceux qui veulent lancer la serviette à ce moment-ci du combat sont dans l'erreur, a-t-il déclaré. Nous n'avons pas encore accompli tout ce qui doit être accompli dans le cadre d'une véritable guerre contre la drogue.»

Un débat passionné

L'intervention de Koch s'inscrit dans un débat passionné aux États-Unis. Un débat qui a pris une ampleur inattendue au cours des derniers mois quand plusieurs personnalités se sont jointes à Ethan Nadelman, un éminent professeur de l'Université Princeton, pour réclamer la légalisation complète ou partielle des drogues. Parmi ces personnalités, notons Kurt Schmoke, le maire de Baltimore, Milton Friedman, le prix Nobel de l'économie en 1976, Robert Sweet, un juge de Manhattan, et William Buckley, un influent journaliste de droite.

Dans une de ses dernières chroniques, Buckley a estimé que la légalisation des drogues était indispensable aux États-Unis afin d'éviter que le pays s'engage sur la voie d'un «deuxième Vietnam».

Koch, qui regrette d'avoir lutté pour la légalisation de la marijuana au début de sa carrière politique, dans les années 1960, ne cache pas son mépris pour ce genre de propos. «Les intellectuels ne possèdent pas le courage requis pour adopter les dures mesures qui sont nécessaires pour combattre le problème de la drogue», a-t-il déclaré.

L'opinion américaine est du côté de Koch et du gouvernement Bush sur la question de la légalisation des drogues. Dans un sondage effectué en avril 1989 par le *National Opinion Research Center*, cinq répondants sur six ont déclaré qu'ils étaient opposés à la légalisation de la marijuana.

Le vent tourne-t-il?

L'intervention de Koch survient aussi à un moment où le gouvernement américain prétend avoir effectué des progrès significatifs dans la «guerre aux drogues» que le président Bush a déclarée en septembre 1989.

Une étude menée auprès de 17 000 finissants du secondaire et rendue publique ce mois-ci a par exemple révélé que la consommation de drogues illégales avait continué à diminuer chez ces adolescents en 1989. Ainsi, 50,9 p. cent des répondants ont indiqué qu'ils avaient essayé une drogue illégale comme la marijuana ou la cocaïne au moins une fois l'an dernier comparativement à 53,9 p. cent en 1988 et 56,6 p. cent en 1987. Pas moins de 3,1 p. cent des étudiants ont cependant avoué avoir consommé du crack, soit le même pourcentage que l'année précédente.

Pour l'administration Bush, l'ensemble de ces chiffres, qui fait suite à un rapport du gouvernement fédéral indiquant une baisse dans le nombre de «consommateurs occasionnels» de drogues, constitue néanmoins la preuve que «le fléau commence à se dissiper».

Mais Charles Rangel, représentant du district de Harlem à la Chambre des représentants, met en garde le gouvernement contre un trop-plein d'optimisme, exprimant notamment des réserves quant à la validité du sondage mené auprès des finissants du secondaire. «Les individus qui éprouvent le plus de problèmes sur le plan de la drogue et du crime n'ont même pas été inclus dans le sondage», a-t-il déclaré la semaine dernière, citant une statistique fédérale estimant le taux de *drop-out* au secondaire à plus de 27 p. cent.

L'alcool et la drogue

Koch est également sceptique. Il soutient que les ravages de la drogue sont toujours aussi terribles aux États-Unis. À cet égard, il cite un rapport publié récemment indiquant que le nombre de personnes admises dans les urgences d'hôpitaux à cause de la drogue n'a aucunement diminué de 1988 à 1989. Il précise aussi que le nombre de meurtres reliés au trafic des stupéfiants a augmenté depuis le début de l'année à New York et à Washington par rapport à 1989, une année pourtant funeste.

C'est en faisant allusion à ce genre de données qu'un nombre croissant d'Américains estime que les drogues doivent être léga-



«Ceux qui veulent lancer la serviette à ce moment-ci du combat sont dans l'erreur», a déclaré M. Koch.

lisées. Si une telle politique était adoptée, estiment-ils, la violence criminelle entourant le commerce de drogues disparaîtrait, comme cela s'est produit quand la Prohibition contre l'alcool a été abolie en 1933.

Koch continue à s'opposer à ce raisonnement. «Il y en a qui pensent que l'alcool est aussi néfaste que la drogue, a-t-il déclaré. Ce

n'est pas mon avis. La plupart d'entre nous sommes capables de décider quelle quantité d'alcool nous consommons. Nous aimons dire que nous sommes des buveurs sociaux. On ne peut pas être consommateur social d'héroïne ou de crack. Ce sont des drogues qui créent une dépendance presque immédiate.»

Koch ajoute: «Quand je suis ar-

rivé à la mairie, l'héroïne était la drogue de choix. Aujourd'hui, il y a 500 000 consommateurs d'héroïne dans le pays, dont la moitié vivent à New York, contre six millions de consommateurs de cocaïne, dont la majorité fume son dérivé, le crack. Contrairement à l'héroïne, le crack inspire les comportements les plus imprévisibles et violents chez ses

adeptes. Peut-on sérieusement envisager sa légalisation? Ce serait une pure folie.»

Force de dissuasion

Koch ne croit pas non plus que le marché noir de la drogue disparaîtrait à la suite de la légalisation des stupéfiants.

«Tout le monde s'entend pour dire que la vente des drogues aux mineurs devrait demeurer illégale, a déclaré Koch. En pareil cas, pensez-vous vraiment que le crime organisé ne tenterait pas de contrôler ce marché? Poser la question, c'est y répondre.»

Koch refuse en outre de concevoir qu'un effort plus grand d'éducation et de traitement suffirait à détourner les gens des drogues. Cet effort, selon les tenants de la légalisation, serait financé grâce aux taxes que le gouvernement imposerait sur les drogues et aux économies qu'il réaliserait en désengorgeant ses tribunaux et ses prisons.

«Je crois à l'éducation et au traitement, a déclaré Koch. Mais je crois surtout à la force de dissuasion. Il faut rendre la consommation et le trafic de la drogue tellement risqués que les gens diront: Ça ne vaut plus la peine.»

Koch est donc en faveur de la peine de mort pour les grossistes. Il souhaite que les écoliers de niveau primaire et secondaire soient soumis à des tests anti-drogue. Il verrait d'un bon œil la construction de camps de réforme «dans les déserts du pays et en plein cœur de l'Alaska». Il croit que les avocats, les architectes, les docteurs ou les ingénieurs devraient perdre leur licence professionnelle après avoir été reconnus coupables de consommation de drogues.

«Qu'ils se fassent soigner avant de pouvoir recommencer à travailler», a-t-il précisé.

Droits de la société

Koch reconnaît que ses solutions au problème de la drogue auraient pour effet d'empiéter sur les droits des individus si elles étaient adoptées. Mais il ne s'en formalise pas.

«Je crois que les droits de la société priment sur le reste, a-t-il dit. Je crois qu'il s'agit d'une opinion libérale, même si les libéraux prétendent que vous êtes fasciste ou de droite si vous voulez protéger la société avant l'individu. A mon avis, c'est exactement le contraire. Et c'est parce que nous avons perdu cette notion que la drogue continue d'être un fléau aux États-Unis.»

Koch influencera-t-il David Dinkins, le nouveau maire de New York, avec ses opinions plutôt radicales? Rien n'est moins sûr. À la fin de janvier, en annonçant la création d'un groupe de travail chargé d'établir une stratégie anti-drogue pour New York, Dinkins a montré ses couleurs: «La ville a été tellement préoccupée par des crises quotidiennes qu'elle n'a pas consacré assez de temps et de ressources à l'éducation, à la prévention et aux programmes de traitement.»

Un changement sur le front international

Sur le front international, le gouvernement Bush a quelque peu changé son fusil d'épaule dans sa «guerre contre les drogues» au cours des dernières semaines.

Le changement était notable lors du sommet de la drogue de Carthagène, la semaine dernière, entre le président américain et ses homologues de la Colombie, de la Bolivie et du Pérou, les trois principaux producteurs de cocaïne.

Lors de cette rencontre, les États-Unis ont reconnu qu'ils étaient tenus, à titre de plus grands consommateurs de drogues illégales au monde, de réduire leur demande et d'aider financièrement les pays producteurs qui réussissent à diminuer leur récolte. Auparavant, ils mettaient l'accent sur l'arrestation des trafiquants et la destruction de la production.

Réunies en session spéciale cette semaine, les Nations-Unies ont donné du poids à la déclaration américaine en

adoptant une nouvelle stratégie anti-drogue qui met l'accent sur le besoin de réduire la demande au sein des pays industrialisés et de compenser les pays producteurs pour les pertes qu'ils encourrent en réduisant le commerce de la drogue.

«C'est la première fois que le monde reconnaît de façon aussi claire le besoin de confronter les aspects de la demande et du développement plutôt que de se concentrer sur la production et le trafic», a déclaré le représentant de la Colombie auprès de l'ONU après l'adoption du plan.

Cependant, «le processus doit être graduel parce que la drogue contribue à 24 p. cent de notre produit national brut», a déclaré le ministre des Affaires étrangères de la Bolivie.

Le représentant américain s'est pour sa part réjoui du fait que les pays consommateurs et producteurs avaient cessé de se

pointer du doigt pour déterminer «qui est responsable de la crise».

Mais il existe toujours de la suspicion entre les deux groupes. Cette semaine, l'administration Bush a annoncé qu'elle effectuait des recherches dans l'espoir d'enrôler un nouveau combattant dans sa «guerre contre les drogues»: une chenille capable de détruire les feuilles de coca.

Même si un porte-parole de la Maison-Blanche a répété que les États-Unis n'enverraient jamais des soldats ou des chenilles dans les pays producteurs de cocaïne sans l'assentiment de leurs dirigeants, ceux-ci n'ont pas bien réagi à la nouvelle. La Bolivie et le Pérou ont notamment déclaré que les Américains devraient aider leurs fermiers à trouver une façon de remplacer leur récolte de coca par d'autres produits plutôt que de tenter de mettre au monde une chenille cocainomane.

LE MESSAGE DE WILSON

Les années de vaches grasses sont terminées



MAURICE JANNARD
du bureau de La Presse
OTTAWA

Les milieux d'affaires trouvent que les compressions sont insuffisantes; les syndicats déplorent la diminution des programmes sociaux; les provinces se plaignent de recevoir moins d'argent que prévu.

A juger les premières réactions, le budget dévoilé mardi par le ministre fédéral des Finances, Michael Wilson, est loin de faire l'unanimité.

Si on ajoute les suppressions récentes d'emplois et de services à VIA Rail, les restrictions au programme d'assurance-chômage, les préoccupations autour du libre-échange, l'entrée en vigueur prochaine de la taxe sur les produits et services (TPS) et la privatisation de sociétés d'État, on comprend pourquoi le gouvernement Mulroney suscite un mécontentement généralisé.

Un sondage Gallup vient de confirmer ce sentiment négatif en révélant que les conservateurs n'obtiennent plus que 19 p. cent des intentions de votes. C'est le score le plus bas jamais enregistré par un parti formant le gouvernement depuis que la maison Gallup fait de telles enquêtes, soit depuis 1942.

En dépit de son impopularité, le cabinet Mulroney maintient le cap, avec une gestion marquée sous le signe de l'austérité. L'entourage du premier ministre ne s'inquiète d'ailleurs pas trop devant les mauvais sondages. «Un tel résultat n'est pas surprenant», a déclaré à La Presse un adjoint de M. Mulroney. «Avec tous les sacrifices qu'on demande aux gens, il ne faut pas s'attendre à ce qu'ils nous envoient des félicitations.»

Ce porte-parole fait aussi valoir que, deux ans avant les élections de 1988, les conservateurs étaient à 22 p. cent dans la faveur populaire, ce qui ne les a pas empêchés de reprendre le pouvoir.

Le difficile d'abord...

La stratégie du gouvernement consiste à appliquer cette fois-ci des mesures difficiles en début de mandat, puis à espérer que M. Wilson aura raison et que l'inflation et les taux d'intérêt vont baisser vers la fin de l'année.

Avec une économie qui aura repris de la vigueur, le gouvernement serait en meilleure position au moment des élections, souligne-t-on.

Voilà pour le scénario optimiste des conservateurs. Entre-temps, Ottawa continue de comprimer l'appareil fédéral. Le ministre des Finances a été très clair à ce chapitre dans son dernier discours sur le budget. «En 1984, le gouvernement fédéral vivait considérablement au-dessus de ses moyens.» Et plus loin, il a ajouté: «Nous sommes en train d'éliminer le gaspillage.»

En dépit de ces propos alarmistes, le budget fédéral annonce des dépenses de 147,8 milliards \$ pour la prochaine année. Les recettes sont évaluées à 119,3 milliards \$, ce qui laisse encore un déficit à hauteur de 28,5 milliards \$.

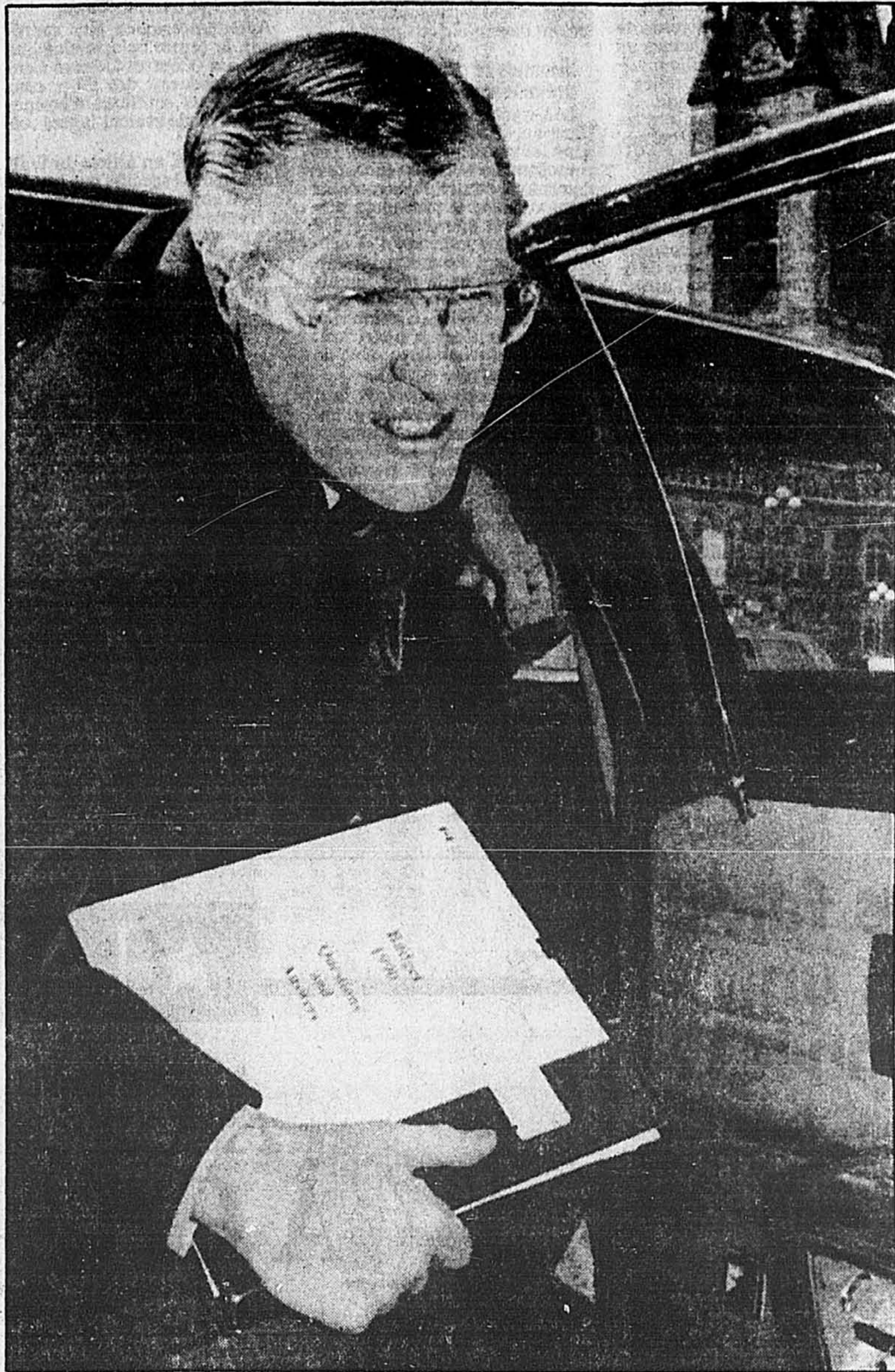
Le poste de dépenses le plus important est le paiement de la dette, qui s'élève à lui seul à 41,2 milliards \$. En tenant compte seulement des dépenses des ministères, le budget est de 106,6 milliards \$. C'est pourquoi M. Wilson se vante de dégager un surplus de 12,7 milliards \$ dans les opérations de fonctionnement du gouvernement. C'est sur cette base des dépenses des ministères qu'il affirme aussi limiter la croissance de la taille de l'État à trois p. cent.

Ottawa verse d'autre part aux provinces des paiements de transfert, tant en espèces que sous forme de points d'impôt. En 1990, ces transferts atteindront 36 milliards \$, soit une hausse de 1 milliard \$ par rapport à l'an passé. L'augmentation est moins forte que ce qui avait été prévu et les provinces estiment qu'elles ont été lésées.

Pour diminuer le rythme de progression des paiements de transfert, Ottawa a gelé pour deux ans les paiements versés en vertu du financement des programmes établis, en fait les programmes conjoints dans les secteurs de la santé et de l'éducation post-secondaire.

Sur deux ans, les provinces se voient privées d'une somme potentielle de 2,6 milliards \$, dont 600 millions \$ uniquement pour le Québec. Le ministre québécois des Finances, Gérard D. Levesque, a aussitôt menacé de hausser les impôts dans son prochain budget.

À ces plaintes, M. Wilson répond avec philosophie qu'il faut mettre tout cela en perspective. Le sacrifice demandé aux provinces représente environ un p. cent de leur budget annuel total. D'après lui, ce n'est pas la mer à



M. Wilson frappe d'abord, et on verra ensuite les retombées politiques.

boire et l'ajustement est mineur: les provinces peuvent toujours réduire leurs dépenses ou accroître leur déficit.

L'Ontario, qui a soulevé le plus d'indignation — Ottawa la prive de 1 milliard \$ —, est la province que M. Wilson voulait surtout frapper. L'économie ontarienne a été surchauffée au cours des dernières années et le gouvernement de David Peterson a accru les pressions sur l'inflation en augmentant son budget au rythme de 10 p. cent par année.

En conséquence, la Banque du Canada, qui doit appliquer une politique uniforme, a haussé les taux d'intérêt pour tenter de ralentir la croissance ontarienne. M. Wilson a décidé d'y ajouter son grain de sel et de donner un coup de pouce à John Crow afin de calmer la fièvre torontoise.

Dépenses militaires

L'effort de compression annoncé mardi n'affecte pas les dépenses militaires, qui continueront d'augmenter cette année de cinq p. cent. Le budget de la défense s'élève à 12 milliards \$. On soutient à Ottawa que les forces armées ont subi d'importantes compressions, l'an passé, et que le moral des troupes a été durement affecté par l'abandon du programme d'achat des sous-marins à propulsion nucléaire.

Pour les partis d'opposition, il est toutefois manifeste qu'Ottawa demeure «à la solde» des États-Unis au plan militaire et que les dividendes de paix, qui devraient découler d'une Europe de l'Est en transition, se feront attendre.

Parmi les autres mesures importantes du budget Wilson, on retrouve la privatisation de Pétro-Canada et de Téléstat, la mise au rancart du brise-glace Polar 8 (une économie de 350 millions \$) et l'annulation de la subvention pour le projet pétrolier OSLO, en Alberta, une économie de 600 millions \$.

L'augmentation du budget de fonctionnement des ministères est plafonnée à deux p. cent; ce qui affectera le programme d'immobilisations de Radio-Canada, le budget de Téléfilm, les subventions à la construction de logements sociaux et celles versées aux organismes communautaires. Les programmes destinés aux Indiens et aux Inuits augmenteront, quant à eux, de cinq p. cent.

Trop de «couperes», disent certains. Pas assez, disent les autres. L'administration Mulroney a choisi la voie mitoyenne, une attitude qui le caractérise depuis six ans.



Gérard D. Levesque n'a plus beaucoup de choix...

Le Québec est rendu bien près de l'os dans ses propres coupures budgétaires



RUDY LE COURS

En commentant le budget de Michael Wilson, mardi dernier, Gérard D. Levesque affichait la mine contrite d'un vendeur de voitures obligé d'informer un client que la pièce brisée de son véhicule n'est pas couverte par la garantie du fabricant et que son remplacement lui coûtera 2000 \$...

Le ministre québécois des Finances a consacré le gros de sa carrière politique à pourfendre les péquistes et à soutenir le fédéralisme rentable. Il doit maintenant admettre à ses électeurs et contribuables que ce n'est plus rentable et qu'ils devront pour ça lui verser davantage d'argent cette année et durant les années à venir.

D'avantage d'argent, c'est en fait beaucoup plus que les 220 millions \$ que le ministre fédéral des Finances décide de garder cette année, pour limiter l'ampleur de son propre déficit. Et même bien plus que le 1,9 milliard \$ qu'il ne donnera plus d'ici cinq ans.

Le budget fédéral de l'an dernier a eu d'énormes effets macroéconomiques puisqu'il exerçait une ponction supplémentaire d'environ 4 milliards \$ dans l'économie canadienne. Si M. Wilson confesse candidement n'avoir pu refroidir la surchauffe ontarienne — pas plus d'ailleurs que le gouverneur de la Banque du Canada — il a réussi à merveille à geler l'économie du Québec.

Présentement, le Québec vit la croissance zéro. En fait, seuls les investissements des entreprises permettent encore de soutenir qu'on traverse un ralentissement et non une récession. Les dépenses à la consommation sont en nette régression. Le marasme des ventes au détail dans les commer-

ces montréalais l'illustre avec éloquence.

En s'étant trompé de 1 p. cent sur le niveau des taux d'intérêt, Michael Wilson ne s'est pas non plus chagriné que le service de la dette du Québec avait augmenté de 100 millions \$.

Il n'a pas en outre évalué combien d'investissements ont dû être retardés, mais on sait que la croissance n'aura été que de 1,7 au lieu de 2,7 p. cent en 1989, soit un autre manque à gagner de 200 millions \$ pour Québec.

Pourtant, il avait remarqué que le Québec est l'une des trois seules provinces parvenues à comprimer leurs dépenses en termes réels depuis qu'il est titulaire des Finances.

Le gros du budget Wilson a consisté à rajuster le tir pour assurer la réalisation de ses prévisions et objectifs de l'année dernière. Il oblige par contre les provinces à repenser en bonne partie les leurs, en ayant à l'esprit qu'il pourra encore une fois modifier les règles du jeu comme bon lui semble et sans avertissement, au gré de ses erreurs de prévisions par ailleurs incroyablement optimistes.

Encore rafistoler

Dans cette joute inégale, Québec dispose toujours de la même mécanique: augmenter les impôts, sabrer les dépenses ou augmenter le déficit. Quelle que soit l'option retenue ou la savante salade des trois, elle fera mal et ce sera tangible.

Les solutions non récurrentes — comme les privatisations — n'arrangeraient rien dans le contexte actuel. Vendre la part de 28 p. cent que détient la Société générale de financement (SGF) dans Domtar ne grossirait pas les coffres puisque le titre de la papetière est déprimé. En outre, il faudrait déduire du prix de vente les emprunts qu'a dû contracter la SGF pour réaliser son investissement.

Vendre Sidbec se traduirait par une perte en capital puisque, ré-

cemment, Québec autorisait l'aciérie d'État à capitaliser la plus grande partie de sa dette résultant de la fermeture de Normines. Tandis qu'en la gardant, l'État peut embellir le tableau en commandant un dividende sur le bénéfice.

Vendre les 25 p. cent de la SGF dans l'Aluminerie de Becancour serait aussi renoncer à perdre un dividende. Sans compter qu'il faut laisser des sous à la SGF pour qu'elle éponge les pertes de Marine Industries.

Reste Culinar... si Québec parvenait à assouplir le protocole carcan qui le lie au Mouvement Desjardins. Mais ce n'est pas le produit de cette privatisation qui sortira Québec du pétrin dans lequel le plonge Ottawa.

Rien à comprimer

Le président du Conseil du trésor, Daniel Johnson, admet qu'on n'est pas loin de l'os dans l'exercice de compressions budgétaires et de resserrements administratifs menés par Québec depuis bientôt 10 ans.

«Il faut maintenant s'attaquer aux seuils de participation à des programmes ou à des programmes au complet. Ça, c'est majeur. On ne peut plus faire des ajustements mécaniques», confie-t-il à La Presse — et ça fait baisser la popularité du parti dans les sondages!

Voilà pourquoi M. Johnson s'en tient à la commande de crédits périmés de 240 millions \$ faite en décembre, afin de respecter le niveau de 32,5 milliards \$ pour les dépenses fixés dans le budget de l'an dernier.

Reste au ministre des Finances à se retrousser les manches avec l'aide, bien sûr, de la main invisible mais pas moins active du premier ministre lui-même.

Consentir à porter le déficit légèrement au-dessus de la barre psychologique de 1,5 milliard \$ ferait moins mal au contribuable, serait salué par l'opposition mais provoquerait une rupture avec la politique budgétaire suivie depuis

1985 par le gouvernement Bourassa.

Il faudra donc aussi taxer.

Comment taxer?

Ce pourrait être par une surtaxe «idéologique», comme en 1986. Québec avait alors «temporairement» réclamé 152 millions \$ de plus aux entreprises pour compenser les 148 millions \$ promis par Ottawa au chapitre de la péréquation, de la santé et de l'enseignement post-secondaire et que M. Wilson avait refusé unilatéralement de verser... comme il vient de le refaire.

Mais le gag risque d'être usé, surtout au goût du Conseil du patronat... peu enclin à apprécier ce genre d'humour onéreux.

L'abolition, en 1979, de la taxe de vente sur les vêtements, la chaussure et les textiles avait coûté 170 millions \$ en manque à gagner. Celle sur les meubles, environ 75 millions \$ l'année suivante.

Québec pourrait donc aller chercher environ 375 millions \$ dès cette année en les réintroduisant. Nous écrivons *environ* parce que même si Québec a une idée précise sur le sujet, le ministère des Finances refuse de donner l'ombre d'une indication, invoquant qu'il est à rédiger l'ébauche du discours du budget. La réintroduction semble donc une hypothèse sérieuse.

Québec pourrait aussi dénicher un nouveau champ de taxation, comme l'avait fait Yves Duhaime en 1985. Il avait alors taxé les primes d'assurances après que Michael Wilson, encore celui-là, lui eut indiqué de faire son deuil d'une facture au chapitre de la péréquation.

Les assurances avaient rapporté 470 millions \$ la première année. Elles rapportent encore au moins autant, même si les libéraux, aujourd'hui au pouvoir, avaient alors hurlé au scandale.

C'est encore dans le secteur des services que M. Levesque devrait puiser. Le courtage mobilier ou immobilier, par exemple, les honoraires de tout service professionnel: avocat, notaire, comptable, dentiste, alouette!

Vous avez près de deux mois pour faire vos jeux!

Au Canada, huit cas d'intoxication au L-tryptophane

CAROLE THIBAudeau

Le L-tryptophane, ce supplément alimentaire responsable de 1200 cas de maladie et de quatorze décès aux États-Unis, a aussi touché quelques personnes au Canada.

«A notre connaissance, huit Canadiens à ce jour ont souffert d'eosinophilie-myalgie après avoir pris du tryptophane», affirme Mme Hélène Quesnel, porte-parole de la Direction régionale de la protection de la santé, à Ottawa.

L'eosinophilie est une quantité anormalement élevée de globules blancs dans le sang. Quant à l'eosinophilie-myalgie, elle donne des douleurs musculaires fort désagréables, comparables à celles de l'arthrite.

Il se vend pour 23 millions \$ de L-tryptophane aux États-Unis, et six compagnies japonaises contrôlent entièrement le marché. «Je pense que nous vivons le premier pépin médical propre à la révolution des biotechnologies», affirme le docteur Guy Chouinard, une autorité en matière de tryptophane.

Il étudie en effet cet acide aminé essentiel depuis 1974, à l'hôpital Louis-H. Lafontaine et au Allan Memorial Institute.

Au lieu de synthétiser chimiquement leurs produits, les compagnies pharmaceutiques utilisent de plus en plus des procédés bio-génétiques. Autrement dit, ils font fabriquer leur médicament par des bactéries dans de gros fermenteurs.

«Les techniques de contrôle de

qualité sont beaucoup plus difficiles avec cette façon de faire, et tout reste encore à développer», explique le docteur Chouinard.

En quinze ans de recherches, le docteur Chouinard n'a jamais vu un seul cas d'eosinophilie-myalgie comme complication reliée à l'ingestion de L-tryptophane. «Je suis sûr que cette maladie n'est pas due à l'acide aminé lui-même, affirme-t-il. Il doit s'agir d'un contaminant bactérien.»

Maladies affectives

L'indication officielle du tryptophane est celle d'un médicament adjuvant au carbonate de lithium. Il améliore donc l'action du lithium administré aux gens souffrant de maladie affective bipolaire (maniaco-dépressifs). La dose est alors de huit grammes par jour environ.

Traditionnellement, l'adjuvant au lithium est soit un antidépresseur. Malheureusement, on soupçonne maintenant ces médicaments d'avoir un effet toxique sur les maniaco-dépressifs.

«C'est dire si le tryptophane va avoir un rôle important à jouer», soutient Guy Chouinard. Le chercheur se lance actuellement dans une nouvelle avenue de recherche: sur le rôle du L-tryptophane chez les patients en phase de «manie» aiguë.

C'est à la suite des études du docteur Chouinard que Tryptan, le L-Tryptophane fabriqué par la firme ICN Canada de Saint-Laurent, a reçu en 1985 l'approbation de la Direction générale de la protection de la santé, d'Ottawa.

La DGPS a autorisé la vente de Tryptan sous ordonnance médicale seulement. Ce produit demeure le seul L-tryptophane légalement disponible au Canada.

Insomnie et syndrome pré-menstruel

Le L-tryptophane était en vente libre au Canada jusqu'à 1984, dans les magasins naturistes. Les conseillers en nutrition le recommandaient contre l'insomnie et pour atténuer le syndrome pré-menstruel, à une dose de 1 à 2 grammes par jour. «Je l'ai conseillé pendant des années. C'était très efficace et je n'ai jamais entendu parler de réaction secondaires, soutient M. Gaston LeRoux, conseiller en nutrition. Mais il est devenu impossible de se le procurer maintenant.»

«D'après nos études, il faut prendre plus de cinq à six grammes de tryptophane par jour pour commencer à avoir des effets secondaires, qui sont la nausée et les vomissements», explique le docteur Anne Nickel, directrice médicale chez ICN Canada.

D'après M. Benoit Tremblay, vice-président des ventes chez ICN, aucun cas d'eosinophilie-myalgie n'a jamais été provoqué par le Tryptan. «Notre produit répond aux normes de fabrication pharmaceutiques, normes qui sont beaucoup plus strictes que celles qui régissent la qualité alimentaire», affirme-t-il.

C'est par hasard que des rhumatologues ont découvert un lien entre l'ingestion de L-tryptophane et l'eosinophilie-myalgie dont souffraient leurs patients. Au

cours d'une conversation à bâtons rompus, ils se sont rendu compte que ces patients avaient tous pris du L-tryptophane.

Après un examen plus approfondi, le centre épidémiologique d'Atlanta (Control Disease Center) a découvert que 99 p. cent des patients souffrant d'eosinophilie-myalgie avaient ingéré cette substance.

Par ailleurs, un article du Wall Street Journal spécifie que les victimes d'eosinophilie-myalgie ont en grande majorité ingéré le produit provenant de la firme japonaise Showa Denko, contrairement aux autres utilisateurs de tryptophane. Ce fait plaide lui aussi en faveur de l'hypothèse de la contamination bactérienne.

Tryptophane importé

Les huit cas d'eosinophilie-myalgie recensés au Canada sont reliés à l'ingestion de L-tryptophane importé des États-Unis. Sept de ces personnes se sont procuré un produit américain, alors que la huitième a obtenu du L-tryptophane préparé en officine, chez un pharmacien qui l'avait probablement importé lui aussi.

La santé de ces huit personnes s'est considérablement améliorée dès qu'elles ont cessé de prendre le tryptophane. Il n'y a eu aucun cas de décès au Canada.

En Angleterre, le tryptophane est disponible en vente libre et sous ordonnance. On ne rapporte aucun cas d'eosinophilie-myalgie dans ce pays. En Allemagne, le produit est disponible en vente libre et on compte 20 cas de cette maladie.

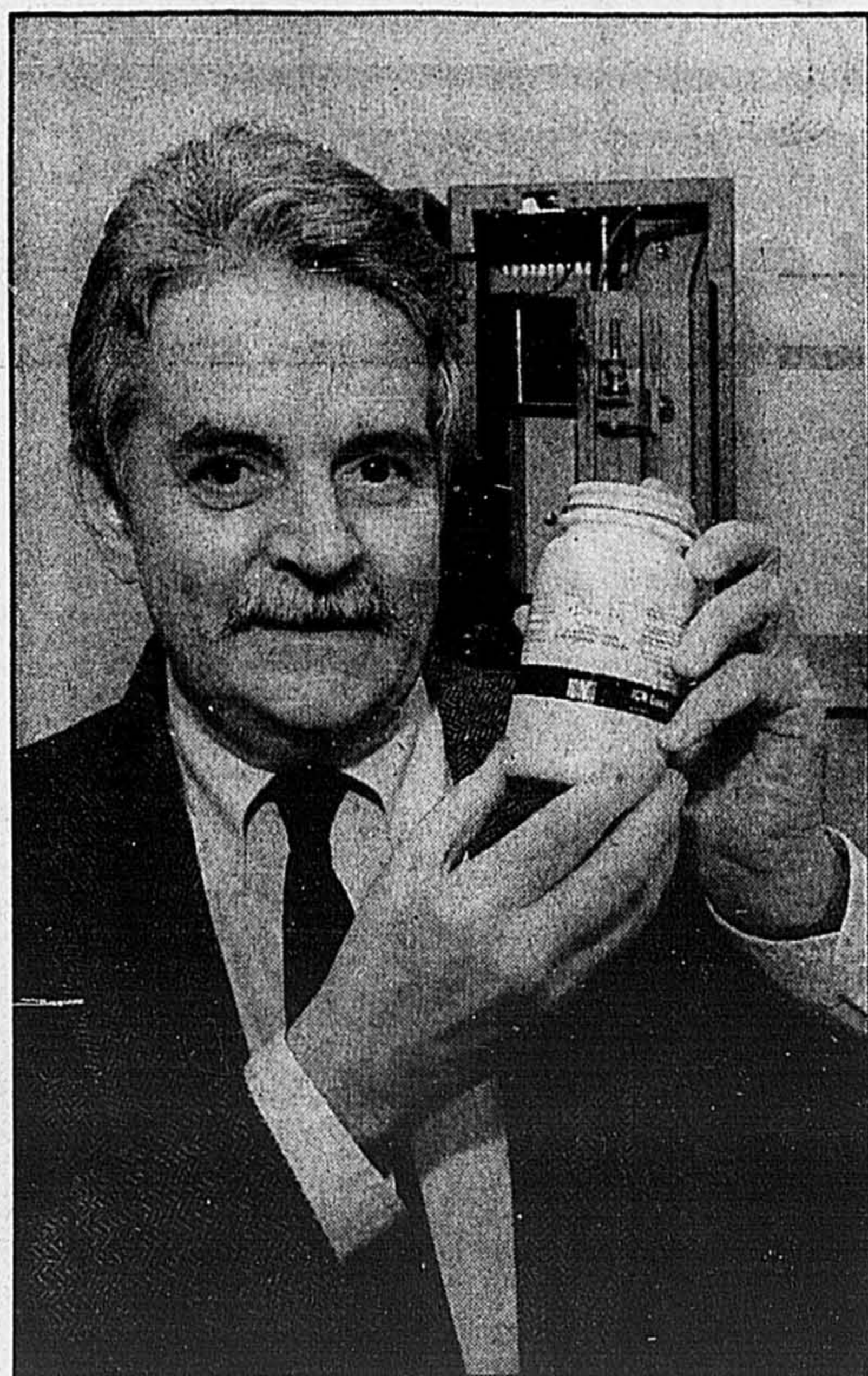


PHOTO MICHEL GRAVEL, La Presse

Bernard Tremblay, vice-président des ventes chez ICN Canada: «Le Tryptan répond aux normes de fabrication pharmaceutique, plus sévères que les normes pour les produits alimentaires.»

Quel temps fait-il ici depuis... un million d'années?

JEAN-MARC SALVET
collaboration spéciale

Le projet d'un forage profond au cratère du Nouveau-Québec, déposé l'automne dernier par le géologue Michel Bouchard auprès du *Canadian continental drilling program*, vient d'être accepté. Les travaux que le géologue entend mener pourraient permettre de consigner de façon claire et définitive l'histoire climatique du continent depuis plus d'un million d'années.

Le cratère du Nouveau-Québec est situé dans l'Ungava. Il offre aux scientifiques la possibilité de reconstituer l'apparition des premières masses de glace continentale et la succession de toutes les périodes glaciaires et interglaciaires depuis le Pléistocène (Cénozoïque supérieur).

Cette période géologique a débuté il y a quelque deux millions d'années. Elle a essentiellement été marquée par la naissance et le développement de l'être humain ainsi que par les nombreuses poussées glaciaires qui ont recouvert une partie substantielle de l'hémisphère nord.

Au cours des dernières années, les travaux conduits par Michel Bouchard ont permis de déterminer l'âge du cratère, sa profondeur, l'épaisseur et la nature de ses sédiments. Surtout, ils ont permis de vérifier l'hypothèse selon laquelle le cratère ait pu agir comme véritable bassin sédimentaire sous les grands glaciers continentaux.

Le cratère de 3,4 kilomètres de diamètre et de 430 mètres de profondeur est âgé d'environ 1,3 million d'années. Il a été creusé par la chute d'une météorite et a été «découvert» en 1943 par un aviateur américain.

C'est la petite forme ronde du cratère et sa profondeur qui laissent croire que le lit du lac que le cratère abrite a été magnifiquement préservé; qu'il n'a été que faiblement érodé par les outrages du temps et le passage des glaciers.

Ainsi a-t-il pu conserver, pense Michel Bouchard, une succession de couches sédimentaires qui sont autant d'archives sur les climats anciens qui ne demandent qu'à être consultées. La formation du cratère a précédé au moins deux événements glaciaires.

«L'étude des carottes géologiques que nous préleverons permettra d'établir de nouvelles échelles paléoclimatiques», assure le géologue de l'Université de Montréal, selon qui le projet a toutes les chances d'aboutir.

L'état de préservation et la position géographique du cratère du Nouveau-Québec en font un site d'autant plus important à étudier qu'il est l'un des seuls à être situé en région continentale glaciaire.

Si le cratère du grand nord québécois est d'un intérêt scientifique certain, son écosystème est toutefois très fragile. Michel Bouchard ne s'y trompe pas. Il vient

d'ailleurs d'entreprendre une série de démarches auprès du représentant canadien à l'UNESCO afin que l'organisme international l'éleve au rang des «Réserves mondiales de la biosphère».

Creuser dans le temps

Plusieurs étapes devront cependant être franchies avant de pouvoir procéder au forage qui permettra de récupérer une carotte géologique représentant une séquence de sédiments accumulés depuis 1,3 million d'années.

L'équipe d'une vingtaine de personnes réunies autour du géologue québécois devra d'abord compléter différents relevés géophysiques et récupérer de nouvelles carottes d'essais.

Si leurs analyses se révèlent concluantes et les défis technologiques franchissables, l'équipe procédera, probablement en 1993, à un ou plusieurs forages profonds du cratère (un kilomètre sous le plan vertical, dont plusieurs centaines de mètres à travers le roc).

De l'avis des géoscientifiques interrogés, cette recherche contribuera non seulement à établir précisément la succession des climats anciens ayant prévalu en Amérique du Nord sous le Cénozoïque supérieur mais enrichira aussi les connaissances de la science sur la façon dont les climats se transforment, leur rythme de variation et les phénomènes naturels qui les accompagnent généralement.

À l'heure où la crainte des changements climatiques à venir est grande, la perspective qu'offre l'étude des climats anciens n'est pas à négliger. Ainsi, par l'histoire qu'il extrait du sous-sol, le géologue est-il en mesure d'affirmer que les teneurs en gaz carbonique observées de nos jours dans l'atmosphère (348 ppmv) sont comparables à des taux enregistrés à trois reprises depuis moins de 30000 ans.

Cependant, s'empresse de rappeler Michel Bouchard, la vitesse d'augmentation du CO₂ dans le régulateur thermique constitué par le voile atmosphérique est aujourd'hui si impressionnante que ni la biomasse continentale ni les océans ne peuvent entièrement l'absorber.

Au rythme actuel, la température moyenne pourrait s'élever de trois à cinq degrés Celsius d'ici l'an 2050. «Un phénomène qui ne s'est pas produit lors des deux derniers millions d'années.»

La paléoclimatologie, naguère une préoccupation toute académique, est aujourd'hui devenue «un outil puissant pour la compréhension du climat et de ses changements», explique le professeur de géologie. Aussi plaide-t-il pour que l'information et la perspective du temps que possèdent les géoscientifiques soient davantage intégrées au discours environnemental.

L'appel est important. C'est le climat en effet, plus que tout autre variable, qui conditionne la répartition de la vie sur Terre.

★ LA BAIE ★

AUBAINES À CHAUSSER

 <p>CHAUSSURE VERNIE À TALON PLAT</p> <p>Dessus en velours à motif brodé. Noir/blanc ou noir/noir. Pointures 5 1/2 à 9, plus 10. 29,99 la paire. Chaussures pour jeune femme, rayon 835</p> <p>29,99</p>	 <p>ESCARPIN DEUX TONS</p> <p>Escarpin de ville, à talon à hauteur moyenne. Avanti. Pointe et talon de teinte contrastante. Coquille d'oeuf/noir verni, blanc/blanc verni ou blanc/marine. Pointures 6 à 9 avec demies, plus 10. 29,99 la paire.</p> <p>29,99</p>	 <p>CHAUSSURE À BOUT OUVERT</p> <p>Modèle de fantaisie de Faces, confectionné en plusieurs couches. Talon semi-compensé. Multicolore. Style mexicain ou blanc. Pointures 6 à 9 avec demies, plus 10. 29,99 la paire.</p> <p>29,99</p>
 <p>ESCARPIN AVANTI</p> <p>Escarpin à talon moyen. Pointe vernie et garniture dorée. Rouge, blanc ou marine. Pointures 6 à 9 avec demies, plus 10. 29,99 la paire.</p> <p>29,99</p>	 <p>ESCARPIN DE VILLE À TALON BAS</p> <p>Escarpin multicolore Bay Club. Style mexicain ou multicolore. Tons neutres ou blanc. Pointures 5 1/2 à 10. 39,99 la paire.</p> <p>39,99</p>	 <p>ESCARPIN TRESSÉ</p> <p>Escarpin Bay Club façon vannerie, à pointe serpent. Rouge, coquille d'oeuf ou marine. 39,99 la paire. Chaussures pour femme, rayon 282</p> <p>39,99</p>

SATISFACTION GARANTIE. ON PEUT S'Y FIER!

VOS CARTES SONT MAÎTRESSES!



Nous ne brouillons pas les cartes. À la Baie, vous jouissez d'un grand crédit!

